

# "LES AMIS DE LA SEYNE ANCIENNE ET MODERNE"

LES AMIS DE LA SEYNE ANCIENNE ET MODERNE

Vous proposent un colloque

le samedi 8 octobre 2022 de 14h30 à 18h30

« Quelques figures politiques varoises  
des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles »



Evelyne **MAUSHART**

« Une élite culturelle au XIX<sup>e</sup> siècle, Victor PIETRA »



Jacques **GIRAULT**

«Édouard SOLDANI»



Gabriel **JAUFFRET**

«Le professeur Marcel BARBERO,  
humaniste et botaniste»



Bernard **SASSO**

« De Toulon à la déportation  
en Nouvelle-Calédonie :  
Itinéraire d'un Communiste,  
Casimir BOUIS...»



Salle Louis Baudoin, Collège L'Herminier  
Allées des Nymphéas, 83500 La Seyne-sur-Mer

Entrée libre



*Le Filet du Pêcheur*

Hors-série N° 6

Prix 3 €

C.P.P.A.P. N° 0423 G 88902

I.S.S.N. N° 0758 1564



*Les Amis de La Seyne  
Ancienne et Moderne*

Siège social :

"Les Laurières"

543 route des Gendarmes d'Ouvéa

83500 LA SEYNE-SUR-MER

06 10 89 75 23

bernard.argiolas83@gmail.com



## LES AMIS DE LA SEYNE ANCIENNE ET MODERNE

Bulletin trimestriel de liaison  
**"Le Filet du Pêcheur"**  
Hors-Série N°6

**Président :** Bernard ARGOLAS.  
**Directrice de la publication :** Charlotte PAOLI.  
**Réalisation :** Bernard ARGOLAS, Germaine LE BAS.  
**Illustrations :** Bernard ARGOLAS.  
**Mise en page :** Germaine LE BAS.  
**Photographies :** Collections privées ou internet libre de droits.  
**Imprimeur :** Imprimerie SIRA (83500-La Seyne-sur-Mer).  
**Adresse e-mail :** bernard.argiolas83@gmail.com  
**Site :** [seynoise.free.fr/seyne\\_ancienne\\_et\\_moderne/presentation.html](http://seynoise.free.fr/seyne_ancienne_et_moderne/presentation.html)

### LE MOT DU PRESIDENT

Chers amis,

Peu à peu, notre société reprend ses activités, avec un retour progressif à une vie presque normale grâce à l'amélioration de la situation sanitaire.

Mais, la vigilance reste de mise, et ainsi, nous n'avons repris que les conférences et le colloque.

Je pense que nous pourrions à nouveau envisager des sorties pédestres de la journée, ou plus lointaine en bus, au printemps. Nous commençons à réfléchir aux propositions que nous pourrions vous faire si tout évolue positivement pendant l'automne et l'hiver.

Pour l'instant, nous poursuivons le cycle de nos conférences, et petit rappel :

Le 14 novembre nous accueillerons Monsieur le Vice-Amiral d'escadre Hervé GIRAUD.

Le 12 Décembre Monsieur Michel HAVARD.

Nous avons déjà arrêté les dates des conférences du premier semestre 2023, et nous prenons contact avec les futurs intervenants.

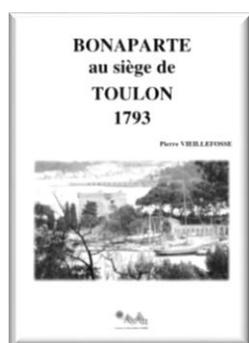
Pour ce qui concerne ce numéro hors-série numéro 6, nous avons eu le grand plaisir de nous retrouver salle Baudoin le samedi 8 octobre, avec quatre interventions passionnantes, dont vous trouverez le compte-rendu fidèle dans les pages qui suivent.

Nous avons déjà l'intention de renouveler ce colloque l'an prochain.

Bonne lecture, et au plaisir de vous revoir à l'occasion de nos conférences.

Bien amicalement.

**Bernard ARGOLAS.**



A l'occasion des "Journées BONAPARTE" organisée par la municipalité de La Seyne-sur-Mer, notre association avait pris la décision de rééditer le célèbre ouvrage de Pierre VIEILLEFOSSE :

#### **"Bonaparte au siège de Toulon 1793".**

Réalisé en 1995 par "Les Cahiers Seynois de la Mémoire", nous avons donc lancé une nouvelle édition de cet ouvrage jusque-là épuisé...

Tout en conservant rigoureusement le texte initial et les illustrations d'origine, ce nouveau tirage améliore la qualité des documents, en propose de nouveaux, met les notes en bas de page pour une meilleure lisibilité.

Vous pouvez vous procurer cet ouvrage, au prix de 10 €, auprès de :

Bernard ARGOLAS : 06 10 89 75 23      Jacqueline PADOVANI : 04 94 94 68 44

Jean-Claude AUTRAN : 04 94 32 41 16      Chantal et Damien DI SAVINO : 06 82 06 70 64

### Sommaire

Le Mot du Président.	Bernard ARGOLAS	Couv.2
Présentation des intervenants.	Bernard ARGOLAS	Couv.3
"Une élite culturelle au XIX <sup>e</sup> siècle, Victor PIETRA".	Evelyne MAUSHART	1
"Edouard SOLDANI".	Jacques GIRAULT	13
"Casimir BOUIS - De Toulon à la déportation en Nouvelle-Calédonie : itinéraire d'un Communiste".	Bernard SASSO	18
"Marcel BARBERO humaniste et botaniste".	Gabriel JAUFFRET. (J.C. Autran et B. Argiolas)	29

# "UNE ELITE CULTURELLE AU XIX<sup>E</sup> SIECLE, VICTOR PIETRA".

Par Evelyne MAUSHART.

Un homme qui fait partie de l'intelligentsia toulonnaise.

Evoquer ce porteur de la culture qu'est Victor PIETRA nous conduit à nous plonger dans la vie politique et culturelle du XIX<sup>e</sup> siècle.

Victor PIETRA était en effet une personnalité attachante, active dans de nombreux domaines, un homme de caractère dont j'ai pu découvrir la personnalité à travers ses actions.

C'est aussi une grande figure républicaine ayant œuvré à l'installation de la République à Toulon.

Nous allons donc vous présenter successivement l'avocat, le compositeur d'opéras, le créateur de journaux, l'homme politique, et le membre de différentes sociétés locales.

Mais auparavant, quelques mots sur sa biographie et ses origines.



## BARTHELEMY PIETRA.

Son père, Barthélémy PIETRA, avait, lui aussi, laissé sa marque dans le paysage politique toulonnais.

Né le 31 janvier 1828 à Toulon, Barthélémy est mort le 15 mai 1884 dans la même ville. L'année de sa naissance, c'était la monarchie.

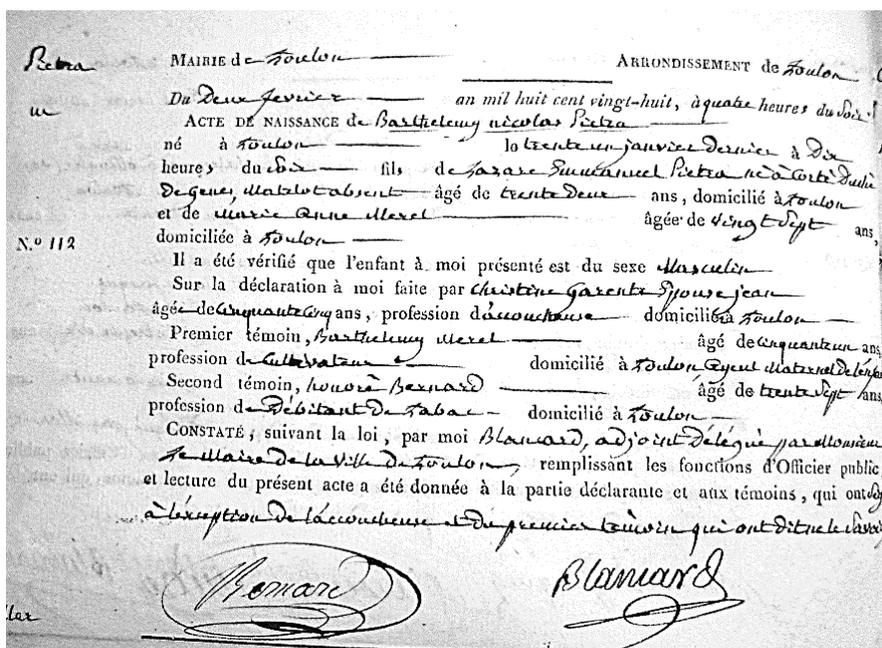
1828 : nous sommes à la fin du régime de la Restauration (1814-1830), avec le règne de CHARLES X, qui a succédé à son frère LOUIS XVIII en 1824. Tous deux frères de LOUIS XVI.

Quelques mots sur le contexte politique, qu'il est important de connaître pour comprendre l'action de Barthélémy plus tard : La Provence sort de la Révolution et de l'Empire comme étant une Provence blanche, légitimiste, cléricale, antirévolutionnaire au point d'être aussi anti-bonapartiste. C'est une des zones où la **Terreur blanche** a sévi pendant plusieurs mois. La Restauration apparaît comme le temps des aristocrates qui établissent leurs réseaux profondément.

Deux ans plus tard, après les "Trois Glorieuses", c'est la monarchie de Juillet. La révolution constitutionnelle



montre la puissance de cette Provence blanche, aussi forte à la ville qu'à la campagne. Il se passe en profondeur des mouvements tels que, d'après Maurice AGULHON, c'est la "républicanisation" de cette région qui se prépare. Il y a, dans le peuple provençal, des mouvements de fond qui sont liés aux flux des idées et des zones de production. Toulon est la ville la plus révolutionnaire de la région et le restera jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ville ouvrière avec l'arsenal, elle se distingue dès la Révolution française. Cet arsenal attire des travailleurs venus du nord et favorise l'implantation de structures professionnelles, le compagnonnage. En 1840, on est presque dans le syndicalisme. C'est chez ce petit milieu de militants que le pré-syndicalisme s'implante. C'est là que s'impose "l'apôtre" du syndicalisme, Flora TRISTAN, qui vient prêcher l'union ouvrière lors de sa visite dans la région en 1844. À Toulon, le saint-simonisme et le fouriérisme ont des adeptes et il y a des connexions entre le milieu bourgeois et le milieu de l'arsenal.



Le 24 février 1848, la **Seconde République** est proclamée. Le 20 décembre 1848, Louis-Napoléon BONAPARTE est élu président de la République, au suffrage universel masculin, contre CAVAIGNAC, LAMARTINE et LEDRU-ROLLIN. Il "jure fidélité à une constitution formellement contraire à son destin".

Bien qu'il soit héritier de la tradition révolutionnaire, son idéal n'est pas la démocratie populaire. Il est partisan de la monarchie impériale héréditaire, ce qui l'éloigne des républicains. L'assemblée qui en résulte, en 1849, est en majorité du parti de l'Ordre. En face, apparaît un parti qui s'est radicalisé, les démocrates-socialistes (les "démoc-soc"). La II<sup>e</sup> République est une période courte, mais les événements qui s'y déroulent pèsent dans l'histoire car elle est fondatrice de la tradition républicaine avancée.

Ce qui singularise cette région, c'est l'importance des démocrates-socialistes. Toulon est un bastion républicain. La bourgeoisie républicaine joue un rôle important, avec des familles qui marquent, comme celles de Jean AICARD (père) et de Noël BLACHE (le grand-oncle du futur maire Noël BLACHE). Cette bourgeoisie joue un rôle fondamental, car elle diffuse l'idéal républicain dans le peuple, selon une forme paternaliste. Cette image d'une région radicale va s'enraciner de façon définitive au moment du coup d'État de 1851.



**LE COUP D'ETAT DE 1851.**

La constitution prévoit que le président n'est pas rééligible en décembre 1852 : Louis-Napoléon BONAPARTE essaye de la faire modifier mais, échouant, il prend le pouvoir total le **2 décembre 1851** ; il dissout la Chambre et tente de se débarrasser des monarchistes et des républicains. Dès le 1<sup>er</sup> décembre, des répressions sont organisées contre les républicains. C'est dans ce contexte que l'on va retrouver Barthélémy PIETRA.



Qui est-il ? Son père, Lazare Emmanuel PIETRA né à Corte (dans le duché de Gênes) en 1796, était matelot (marin de commerce), marié à Marie Anne MEREL, née en 1801. Barthélémy PIETRA avait 5 ans à la mort de sa mère (elle décède en 1833), et 15 ans à la mort de son père (qui décède en 1843). N'étant pas majeur, il est recueilli par une tante. Après l'école communale, où il s'est montré un brillant élève, il commence comme apprenti calfat à l'âge légal.

Pour ne pas être une charge financière à sa tante, il donne des leçons de grammaire et de calligraphie à des ouvriers comme lui.

Il s'occupait de politique bien avant la Révolution de 1848. "Nature ardente, âme sensible, cœur plein de bonté", c'est dans son journal, *Le Populaire*, dont il était correspondant, qu'il commence à écrire quelques articles sous le nom de PECHI que lui avait donné Louis JOURDAN, du *Siècle*, ou sous le nom de PATRIE (anagramme de PIETRA). Il n'avait que 17 ans.

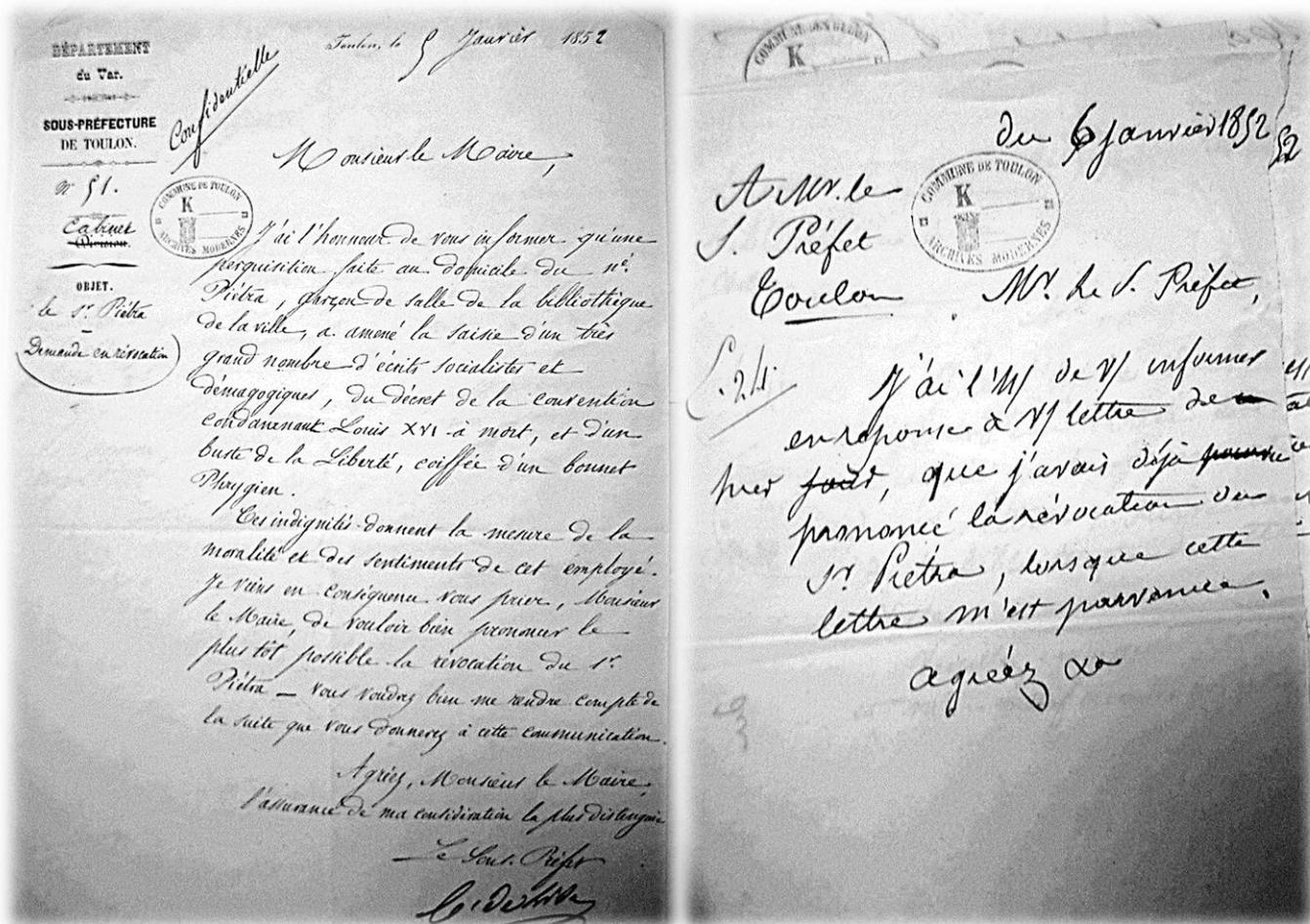
Il est renvoyé du port à cause de la grande part qu'il avait prise dans toutes les manifestations politiques de l'époque. Il y a travaillé depuis le 6 juillet 1841 jusqu'au 24 mai 1848. Il gagnait 1,70 F par jour.

**Fulcran SUCHET**, maire du gouvernement provisoire du 14 mars 1848 au 17 juillet 1848, dont il avait fait la connaissance dans les clubs, connaissant ses qualités, le nomme à la bibliothèque communale le 1<sup>er</sup> juin 1848 comme surveillant, puis sous-bibliothécaire.

Cette bibliothèque a été créée par l'oratorien Alexandre EUSTACHE 1791 et reconnue par l'autorité centrale par ordonnance royale en 1841 qui officialise la création de l'institution municipale, installée dans l'ancien évêché. En 1834, Charles LAINDET DELALONDE, alors âgé de 36 ans, occupait le poste de bibliothécaire. Il y restera durant trente-trois ans, jusqu'à sa mort le 23 octobre 1869.

L'ordonnance royale du 29 novembre 1841 reconnaît officiellement l'existence d'une bibliothèque municipale à Toulon et ordonne qu'un catalogue soit dressé et transmis au ministre. La ville confie cette tâche à ce jeune garçon de salle, Barthélémy PIETRA qui accomplit sa mission avec compétence.

Barthélémy PIETRA a participé à la lutte contre les conservateurs au pouvoir, et à ce titre connaît des ennuis avec la justice. Les conservateurs tentent d'éradiquer tous les acteurs ayant agi contre le nouveau pouvoir. La période interdisait toute manifestation d'idée contraire aux idées de Louis-Napoléon BONAPARTE, futur empereur.



En décembre 1851, une perquisition a lieu au domicile de Barthélémy. On y trouve des écrits socialistes et démagogiques, ainsi que le décret de la convention condamnant LOUIS XVI à mort et un buste de la Liberté coiffé d'un bonnet phrygien.

Le sous-préfet de Toulon, très bonapartiste, obéissait aux ordres du futur empereur et sanctionnait toute expression des idées avancées. **Il demande au maire de révoquer Barthélémy PIETRA, ce que fait ce dernier.**

L'arrêté municipal du 5 janvier 1852 révoque Barthélémy PIETRA de son poste de garçon de salle à la bibliothèque de Toulon.

Rappelons que seuls ont réagi, en décembre 1851, les républicains qui ont appelé à l'insurrection. Cette insurrection est un autre événement fondateur de la tradition républicaine de cette région, après 1848.



**L'Empire s'installe pour vingt ans.** De 1852 à 1870 la situation est figée et la république a été modifiée par la constitution de 1852 qui fait approuver la dictature. L'Empire est divisé en deux périodes : une première, autoritaire, jusqu'en 1860 ; puis une seconde, plus libérale.

Barthélémy aurait même été emprisonné au fort Lamalgue, sans l'intervention de Charles LAINDET de La Londe qui l'avait pris en affection.

**Victor THOURON** l'admet alors dans son étude comme expéditionnaire. Il ne lui fallut pas longtemps pour conquérir le

grade de maître clerc. Fonction qu'il a rempli "avec intelligence".

Il demande la citoyenneté française, qu'il obtient le 28 février 1853. Probablement sur les conseils de **Victor THOURON**. Celui-ci, notaire, était poète et écrivain en plus de son activité professionnelle. Il est une autre personnalité locale qui mena l'opposition sous l'Empire jusqu'à la proclamation de la République. Les relations de Barthélémy avec Victor THOURON sont très étroites. Il lui vouait une grande admiration, et probablement également en politique. Ils habitaient d'ailleurs tous dans la même rue.



En 1872, ils étaient voisins sur Saint-Louis. Barthélémy, son épouse et ses deux enfants, Victor 19 ans et Jules 4 ans. Il avait 45 ans et Victor THOURON 51 ans. Durant la seconde période, sur le plan politique, le parti républicain reste souterrain, dominé par le parti de l'Ordre. Il se dévoile lors des élections cantonales de 1864. Dans le canton ouest de Toulon, deux députés s'opposent, le conservateur KERVEGUEN, et un homme de 1848, Emile OLLIVIER, dont Victor THOURON et Fulcran SUCHET "*insistent pour que j'accepte une candidature au Conseil général à Toulon*". OLLIVIER est soutenu par Barthélémy PIETRA et par Alexandre PONCY, le frère du célèbre poète-ouvrier Charles PONCY, admirateur et disciple de Flora TRISTAN.

Barthélémy était 2<sup>e</sup> clerc de notaire. Le 7 janvier 1877 il devient premier clerc.

Mais Barthélémy PIETRA avait d'autres facettes. Barthélémy PIETRA

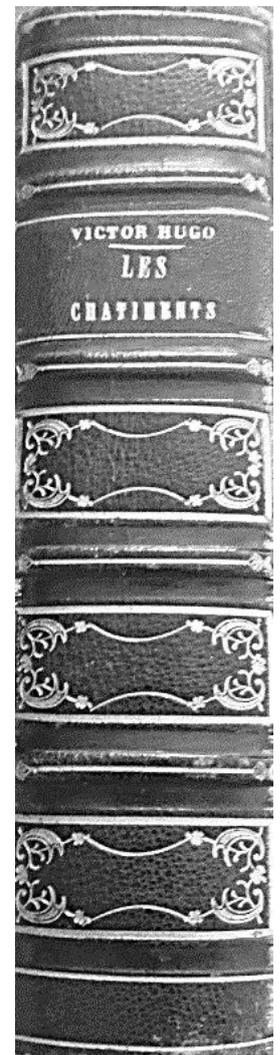


*Le Temple, avenue Vauban à Toulon.*

était Franc-maçon. On le voit figurer sur la liste des membres de *La Réunion* en 1869, loge affiliée au **Grand Orient de France**. Il avait rejoint Fulcran SUCHET, qui était membre depuis 1835.

Il était aussi poète à ses heures. Tout jeune, il publie, avec un de ses amis, ouvrier comme lui, une pièce de théâtre intitulée *L'ouvrier poète*. Il existe de lui plusieurs pièces en vers et une série de chansons, dont l'une, *Les Bœufs* (dont il fait aussi la musique), est devenue très populaire.

Il vouait une admiration sans limite à Victor HUGO (qui a quitté la France dès le 12 décembre 1851). Intéressé par l'ouvrage paru en 1853 *Les Châtiments*, n'ayant pas les moyens de se procurer l'édition non expurgée distribuée clandestinement, il en effectua une copie manuscrite sur un exemplaire qui lui avait été prêté.



**Cet exemplaire a été dédié par Victor HUGO.** Dans ce texte, Victor HUGO cherche à discréditer et à renverser le régime de NAPOLEON III, auquel il voue un mépris sans borne.

A son décès, il laisse deux enfants, dont l'aîné, Victor, 31 ans, déjà avocat au barreau de Toulon. Le second, Marius Jules est infirme de naissance, 17 ans. Il a vécu jusqu'en 1893 à l'âge de 26 ans. Il a été pour son père, l'objet d'une sollicitude et d'une tendresse qui ont révélé tous les trésors d'amour et de dévouement de ce grand cœur qu'était Barthélémy.

Madame veuve PIETRA, née PALENT; Monsieur Victor PIETRA, avocat, Madame Victor PIETRA, née MEISSONIER, et leur enfant; Monsieur Jules PIETRA; Monsieur Antoine PIETRA, maître voilier de la Marine en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, et sa famille; Monsieur Joseph PIETRA, chef ouvrier dans l'arsenal de la Marine, et sa famille; Madame Louise PIETRA, épouse GARIBALDI; Madame veuve Honorine PIETRA;

Les familles PALENT, SIMON, OLCÈSE, GIRAUD, GOUIN, MERELLO, MEISSONIER, AUGIER de MAINTENON, JAUFFRET, LION.

Ont la douleur de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

**Monsieur Barthélémy-Nicolas PIETRA**  
Principal clerc de Notaire.

leur époux, père, beau-père, grand-père, frère, beau-frère, oncle, cousin et allié, décédé aujourd'hui 15 mai 1884, à l'âge de 56 ans.

Et vous prient d'assister à ses obsèques qui auront lieu demain vendredi, 16 du courant à 6 heures du soir.

On se réunira à la maison mortuaire, rue d'Entrechaux, 20.

**PRIEZ POUR LUI !**

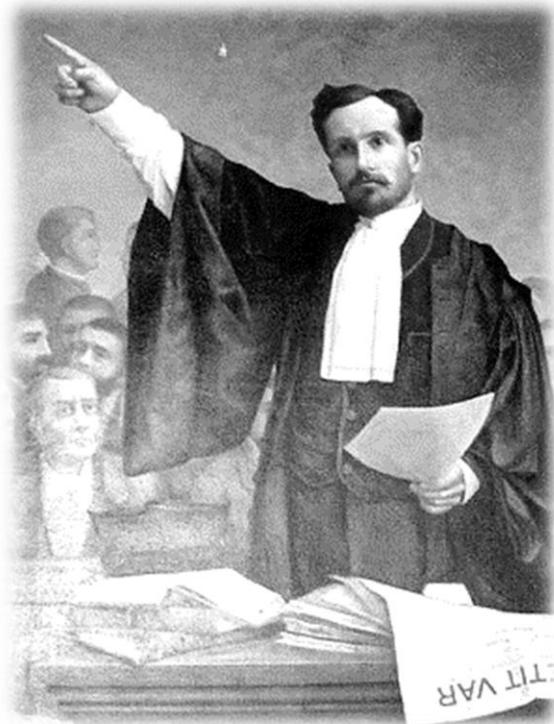
Toulon, le 15 mai 1884.

Barthélémy PIETRA était très apprécié à Toulon grâce à son activité dans ces différents domaines. Sa mort le 15 mai 1884 à Toulon (à l'âge de 56 ans) a été l'objet de funérailles grandioses, en présence de "vingt-mille personnes" (Le Petit Var), parmi lesquelles des délégations ouvrières des arsenaux de Toulon, la magistrature, le tribunal de commerce, les avocats, avoués, notaires, les présidents et membres du conseil municipal et du conseil départemental et des délégations des villes de Nice, d'Hyères, d'Ollioules, et d'autres communes. Juste un avis de décès le 18 mai dans La Sentinelle du Midi. Mais un grand article dans Le Petit-Var du 17 mai 1884. (Page 2, n+278).

**VICTOR PIETRA.**

C'est probablement en raison de l'admiration que Barthélémy PIETRA portait à Victor HUGO qu'il donne le même prénom que lui à son premier enfant, un fils, Victor en 1853.

Un homme qui a eu un parcours extraordinaire, autant en France qu'en Tunisie.



Je n'aborderai ici que la période toulonnaise.

Parmi les élites locales, Victor PIETRA fait partie des personnalités les plus investies dans de multiples domaines : la politique, la musique, la presse, le sport, les lettres...

Né sous l'Empire le 22 décembre 1853, il se fait remarquer, lui aussi, très jeune, avant le début de cette République tant attendue. Cette république qui s'installe difficilement : de 1870 à 1879, le parti de l'Ordre est majoritaire à l'assemblée de Bordeaux (février 1871), mais la monarchie n'est pas rétablie car ses tenants sont divisés. Donc, on perpétue ce régime, considéré comme provisoire.

La Constitution de 1875 établit un compromis important, car il introduit un clivage chez les républicains qui se divisent entre ceux qui veulent respecter le programme de Belleville de 1869, organisé par GAMBETTA – les radicaux – et ceux qui estiment qu'il faut faire des compromis et installer la république – ce sont, par exemple, Jules GREVY, Jules FERRY, ceux que leurs adversaires radicaux qualifient "d'opportunistes". Ce sont ces derniers qui installent la république en 1879, après des conflits avec MAC MAHON et l'Ordre moral.



Victor PIETRA ne se contente pas d'écrire dans ces feuilles locales, il prend l'initiative d'en diriger. En 1872, il prend la suite de Xavier DE BRIEY pour diriger un Journal hebdomadaire "des intérêts locaux, artistique, littéraire, satirique, des théâtres et d'annonces". (**Le Touche à tout** qui paraît du 29 décembre 1872 à juillet 1873. Vendu au prix de 10 ct, il tire 500 exemplaires.

La lutte contre les monarchistes garde les républicains soudés jusqu'à l'arrivée des "vrais" républicains au pouvoir, où une scission apparaît entre radicaux. Les premiers journaux politiques périodiques paraissent dès 1880, l'année où les opportunistes et les radicaux prennent chacun une direction différente, et un an avant la parution de la loi libéralisant la presse. De nombreuses feuilles politiques sont imprimées à chaque élection municipale ou législative, feuilles hebdomadaires ou mensuelles, éphémères ou permanentes, répondant à un besoin d'information politique. Elles permettent aux créateurs et aux journalistes de ces feuilles de soutenir leur "parti" politique lors des élections.



**LA PETITION**  
**GRATIS-BILLET**  
**MACHINES A COUDRE**  
**LE JOURNAL de la BOURSE**  
**50 Centimes**  
**POUR FAIRE FORTUNE**

**LE PETIT VAR**  
 JOURNAL POLITIQUE QUOTIDIEN  
 N° 4 - Avril 1909  
 50 Centimes

**COURRIER POLITIQUE**  
**LA CRISE**  
**LE MOTIF DE DUI**  
**MARIAGE DE DEMAIN**

**EXTRAIT DU SOMMAIRE**  
 Pour lui délégué, nouvelle édition, par  
 Les grandes Courses du Globe : Sont  
 Les Hommes politiques et Académiciens  
 Le Triomphe du plus jeune qui fait  
 MARIAGE DE DEMAIN  
 par Michel CORDAY

**ARTHÈME FAYARD**, Editeur de la MODERNE-BIBLIOTHEQUE et du LIVRE POPULAIRE  
 11 et 13, Rue de Saint-Germain, PARIS (XIV)

**Le Petit Var** : Quotidien créé en 1880 par le maire radical Henri DUTASTA, Victor PIETRA n'y participe pas en tant que pigiste. Mais on le retrouve dans des articles retraçant sa carrière juridique. Quelques grandes affaires crimino-politiques ont émaillé les pages de ce quotidien qui ont contribué à un regain d'intérêt de la part des lecteurs. Certaines affaires judiciaires prennent une allure de feuilleton lorsque des procès durent plusieurs jours. Ces affaires sont l'occasion de mettre en exergue les talents oratoires des avocats toulonnais Noël BLACHE et Victor PIETRA, eux-mêmes alors opportunistes, qui ont gagné ainsi en réputation. Les personnes jugées sont passées au crible par les "journalistes" qui reproduisent le déroulement des audiences. Lorsqu'il s'agit de personnalités locales, c'est encore plus attractif.

Durant le mandat de DUTASTA, et parce qu'il a choisi de suivre CLEMENCEAU plutôt que GAMBETTA, l'opposition contre sa politique donne naissance à une presse périodique qui se fait l'écho des divergences. La plupart des journaux parus entre 1880 et 1888 sont donc opportunistes, anti-DUTASTA, avec des motifs de contestation variés.

Des élections ont lieu en mai 1884 pour le renouvellement de conseillers municipaux. Deux listes s'opposent. A cette occasion paraissent deux hebdomadaires pour la défense de la liste opportuniste. Le premier journal sort dans les kiosques le 15 mars, **Le Réveil de Toulon**. Il est dû à l'initiative d'un jeune avocat de 27 ans, Charles ROCHE, et se présente comme "journal républicain radical", mais radical de gouvernement, donc défend la liste opportuniste contre la liste d'union radicale soutenue par le maire Henri DUTASTA.

Le second journal, **Le Petit Toulonnais**, sort deux mois avant les élections, le 23 mars 1884. Il est créé par l'orléaniste Nestor NOBLE et le conservateur Antoine DOMINIQUE. NOBLE, alors âgé de 54 ans, en est le rédacteur en chef et le directeur politique. Animé également par Théodore DE FALLOIS et l'avocat Victor PIETRA, le journal cesse sa publication le 18 décembre 1885. Ces journaux critiquent allègrement la politique de DUTASTA, principalement les questions de dépenses publiques.

**Le Réveil de Toulon**  
 Journal républicain radical  
 N° 1 - 1884  
 50 Centimes

**Politique Extérieure**  
 Le gouvernement a-t-il une politique extérieure définie ?

**Politique Intérieure**  
 Le budget de 1884 : quel est son caractère ?

**Actualités**  
 Les élections municipales de Toulon.

Un autre hebdomadaire **L'Œil** qui, dès le premier numéro, a le soutien de Noël BLACHE, "un des principaux leaders opportunistes". PIETRA y participe comme pigiste, ainsi que Jules ROCHE. Le journal est fondé à l'initiative de Charles LAURE qui donne le compte rendu des séances du conseil municipal et les litiges qui opposent les démissionnaires aux membres opportunistes du conseil.

L'année 1885 est prolifique en matière de presse, non seulement à cause des élections municipales, mais aussi des élections législatives qui se préparent pour l'automne, en octobre. Trois listes s'opposent, une radicale, une opportuniste et une conservatrice. Pour soutenir les opportunistes face à CLEMENCEAU, des journaux paraissent. **L'Echo du Var** est créé



**Toulon Municipal**, journal local créé pour la défense des intérêts de Toulon. Victor PIETRA prend la direction de cet hebdomadaire qui paraît le dimanche, au prix de 10 ct, entre le 2 août 1885 et le 15 novembre 1885.

Très anti-DUTASTA, ce dernier fustige la politique du maire en vue de destituer le parti radical socialiste qui se présente en bonne position. Les articles, non signés, sont de Victor PIETRA, dans sa phase opportuniste, lui-même candidat aux législatives. Le journal soutient la candidature de Jules ROCHE contre l'intransigent CLEMENCEAU. Mais l'épidémie de choléra le contraint à cesser provisoirement sa publication. Cette génération de journalistes est marquée par la profession juridique. Ce sont en effet le plus



Auguste MAUREL



Augustin DAUMAS

souvent des avocats qui proposent leurs idées dans ces feuilles éphémères. Trois avocats marquent les premières années de la presse de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Nestor NOBLE, Charles ROCHE, et Victor PIETRA, très investi dans la presse locale, en transmettant une culture démocratique, qui s'ouvre à la masse et destinée à asseoir solidement la République et ses valeurs démocratiques. Victor PIETRA fait donc partie de cette *intelligentsia* qui fait preuve d'initiatives et qui sert de médiateur entre culture nationale et culture locale.

Victor PIETRA est aussi un personnage politique. Il a essayé à plusieurs reprises d'entrer dans l'arène politique. Il a commencé par l'opportunisme, comme on l'a vu. La division des républicains se constate également au congrès du Luc début octobre 1885 où deux comités s'opposent, le "congrès du comité central", liste opportuniste conduite par Jules ROCHE, avec Noël BLACHE, Victor PIETRA et le "congrès fédéral radical", groupé derrière CLEMENCEAU, avec Auguste MAUREL, Augustin DAUMAS et Camille RASPAIL. Candidat aux élections législatives dans le Var en 1885, faites au scrutin de liste, Victor PIETRA fait campagne contre CLEMENCEAU. Malgré ce déploiement de forces contre les radicaux-socialistes, Georges CLEMENCEAU est élu député pour le département du Var et Henri DUTASTA est à nouveau élu le 15 novembre 1885. Victor PIETRA, est déçu de son échec. Il abandonne complètement la politique après la victoire de son adversaire. Puis, quelques années plus tard, il quitte la France, pour la Tunisie.



par le triumvir BLACHE-ROCHE-PIETRA, tous trois candidats aux législatives.

Jules ROCHE lance **Le Réveil du Var** qui paraît lui aussi en octobre 1885 en soutien à celui qu'avait créé Jules ROCHE dès le mois d'août,



Jules ROCHE



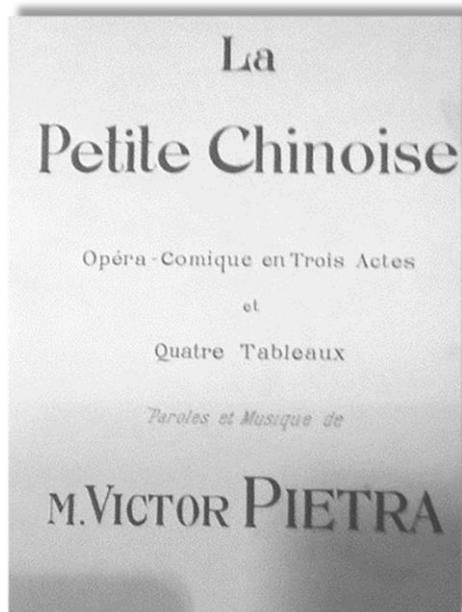
Henri DUTASTA



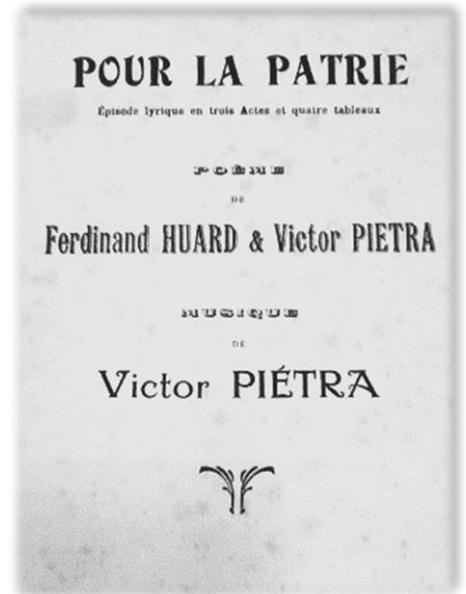
Noël BLACHE

### Ses œuvres artistiques.

Bien qu'il n'ait jamais étudié la musique au conservatoire, il écrit quatre opéras que les directeurs du **théâtre de Toulon** produisent dans leur établissement. Le premier est donné au cours de la saison 1874-1875, par le directeur Lauton MAZURINI. C'est un opéra-comique inédit, *Les Papillons*, écrit en 1872, que la population toulonnaise est venue voir en grand nombre. Même si la presse locale conteste la qualité artistique de l'œuvre, cette dernière a produit un effet favorable sur les Toulonnais. Il a écrit cette pièce dans les moments de loisir que lui laissait l'étude du droit. Il n'avait pas vingt ans quand il a écrit cette pièce. (Né en décembre 1853)



Citons *La Guêpe de Toulon* : "Toute la presse locale est présente, de même que l'aristocratie au grand complet, ainsi qu'un grand nombre des dames de la bourgeoisie. La salle était comble. Nombreux sont ceux qui veulent assister à cette première. L'opéra de Victor PIETRA a produit une très bonne impression. La mélodie y est neuve, originale, inspirée, et d'un rythme agréable". Il fait jouer sur les scènes de Toulon et de Tunis *Un mariage à Venise*, opéra-comique en un acte en 1896.



Son œuvre principale reste un opéra-comique en trois actes, *La petite chinoise*, dont le sujet est tiré des derniers événements de la guerre de Chine en mars 1903. La pièce obtient un grand succès et vaut à l'auteur les éloges unanimes de la presse locale. Une autre de ses créations *Pour la Patrie* (1913), a trait à la guerre de 1870. C'est un succès à l'actif du mouvement entrepris en France en faveur de la décentralisation artistique. Cet opéra en trois actes a été écrit par HUARD et mis en musique par Victor PIETRA. La salle est comble et le public lui octroie un véritable triomphe.

### Son rôle dans les activités charitables.

Il s'est investi lors de l'épidémie cholérique de 1885 à Toulon. Son action lui a valu une médaille d'or de première classe pour son dévouement. Médaille délivrée par le ministre de l'Intérieur pour avoir créé en 1885 à Toulon, l'œuvre d'alimentation pour les ouvriers sans travail et leurs familles. Dès 1877, il avait fait des propositions au conseil municipal pour améliorer l'assainissement de la ville.

### Un carnaval pour réunir toutes les classes politiques et sociales.

A la suite des inondations qui se sont produites dans la région rhodanienne durant l'hiver 1886-1887, et devant le marasme commercial qui pèse sur Toulon, la municipalité décide d'organiser des fêtes au profit des sinistrés de ces inondations et des pauvres de la ville et qu'elles auront lieu pendant le temps du carnaval. Un comité se forme, sous la présidence du conseiller municipal, entouré de quelques personnalités de la ville : le docteur AUBIN, les avocats ISNARD et PIETRA, et quelques journalistes.

Le comité inscrit la publication d'un journal-programme intitulé *Journal des fêtes du Carnaval*, dont le maître d'œuvre est Victor PIETRA.



## Les choix toulonnais des célébrations révolutionnaires.

Comme partout en France, l'année 1889, année de l'exposition universelle et de l'inauguration de la Tour Eiffel, est particulièrement riche en célébrations dans toute la ville et dans les quartiers périphériques. Cette année commémore, en effet, le centenaire de la Révolution française, et plus particulièrement les événements les plus significatifs pour la démocratie. A cette occasion, la ville autorise la création d'un "Comité de la Fédération", chargé d'organiser les fêtes. Ce comité, présidé par l'avocat Victor PIETRA, regroupe des membres des sociétés musicales et sportives.



C'est donc aussi dans l'activité festive que se fonde la conscience du nouveau régime et l'acquisition de valeurs civiques. Les fêtes sont laïcisées et servent à souder le corps social autour de l'idée de République. Pour ce faire, les Républicains toulonnais s'appuient sur les sociétés musicales et sportives.

Victor PIETRA est membre de plusieurs sociétés sportives. Il intègre la société d'instruction militaire *L'Avant-Garde*, fondée en 1887, qu'il préside en 1889, société conscriptive est fondée à Toulon au moment de l'affaire BOULANGER, puis la société *Les Pionniers du Var* qu'il préside également en 1891.

Les sociétés conscriptives apparaissent également au cours de la III<sup>e</sup> République. Ce sont "des sociétés d'instruction militaire qui pratiquent la gymnastique, la marche, le tir et les sports de combat rapproché comme l'escrime, la boxe française, la canne, le bâton. Elles préparent les jeunes gens sortis de l'école au service militaire".

Ces sociétés sportives sont "plus patriotiques que réellement sportives".

Une autre activité sportive prépare au service militaire, le tir. Les premières sociétés de tir sont nées au milieu des années 1880 dans le but de former de bons tireurs pour la défense du pays. La Société Civile de Tir, fondée en 1885, est une société civile qui s'exerce dans le **champ de tir du polygone au Mourillon**. La *Société Mixte du 113<sup>e</sup> Territorial* est fondée par le colonel LEFROID, commandant du 113<sup>e</sup> régiment territorial, et comprend 86 membres dont le futur député Jean-Baptiste ABEL, les avocats Victor PIETRA et Noël BLACHE, et l'instituteur Eugène DESTEFANIS.



La multiplication des associations sportives permet à la population de faire l'apologie des valeurs civiques.

Autre particularité, c'est son appartenance à **la franc-maçonnerie**.

Les loges provençales, au XVIII<sup>e</sup> siècle, regroupaient une grande partie de l'aristocratie locale. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la Franc-maçonnerie constitue un creuset social qui recrute dans des catégories plus variées de la population.



A partir de 1830, lorsque les idées nouvelles apparaissent sous la forme d'utopies sociales, les maçons s'orientèrent à gauche à l'image des Saint-simoniens, revendiquant les mêmes idées égalitaires.

Après Sedan, le mode de recrutement des membres accentue un caractère démocratique. Moins militaire, davantage dans les classes moyennes, les "couches nouvelles" évoquées par GAMBETTA : instituteurs, professeurs, avocats, avoués, mais aussi quelques commerçants et artisans, mais aussi des éléments populaires. Après 1870, la catégorie sociale dominante est celle de

la petite et moyenne bourgeoisie, particulièrement attachée aux principes de la Révolution française et à l'anticléricalisme. La loge accueille des avocats ayant une solide réputation sur la place toulonnaise, quelle que soit leur sensibilité républicaine : Nestor NOBLE appartient au parti de l'extrême gauche en 1870 et figure sur la liste des conseillers municipaux de Noël BLACHE.

Nous avons vu que le père de Victor, Nicolas Barthélémy PIETRA, figurait sur les listes des membres dès 1878 avec le grade de compagnon. Victor PIETRA rejoint son père et y est entré sous l'étiquette opportuniste. Il reste un an et demi à la tête de la loge. De 1885 à 1887, Victor PIETRA est vénérable de la loge maçonnique *La Réunion*.



Il prend sa retraite en 1935 après 62 ans de barreau. Il avait alors 82 ans et se retire dans **sa propriété du Cap Brun**.

Je n'ai pas travaillé sur la carrière en Tunisie. On peut juste souligner qu'il a eu pour client le roi d'Italie (HUMBERT II) et qu'il a eu comme avocat stagiaire Habib BOURGUIBA, devenu avocat, acteur de l'indépendance de la Tunisie et dans l'instauration de la République, dont il devient le premier président en 1957.

Victor PIETRA a reçu plusieurs décorations : chevalier (1927) puis Officier (1927) de la Légion d'Honneur, il était Officier de l'Instruction publique, Grand-Officier du Nicham Iftikar (Ordre de la Fierté tunisien qui récompense les services civils ou militaires), chevalier du Mérite agricole. Médaille d'or des épidémies en 1885.

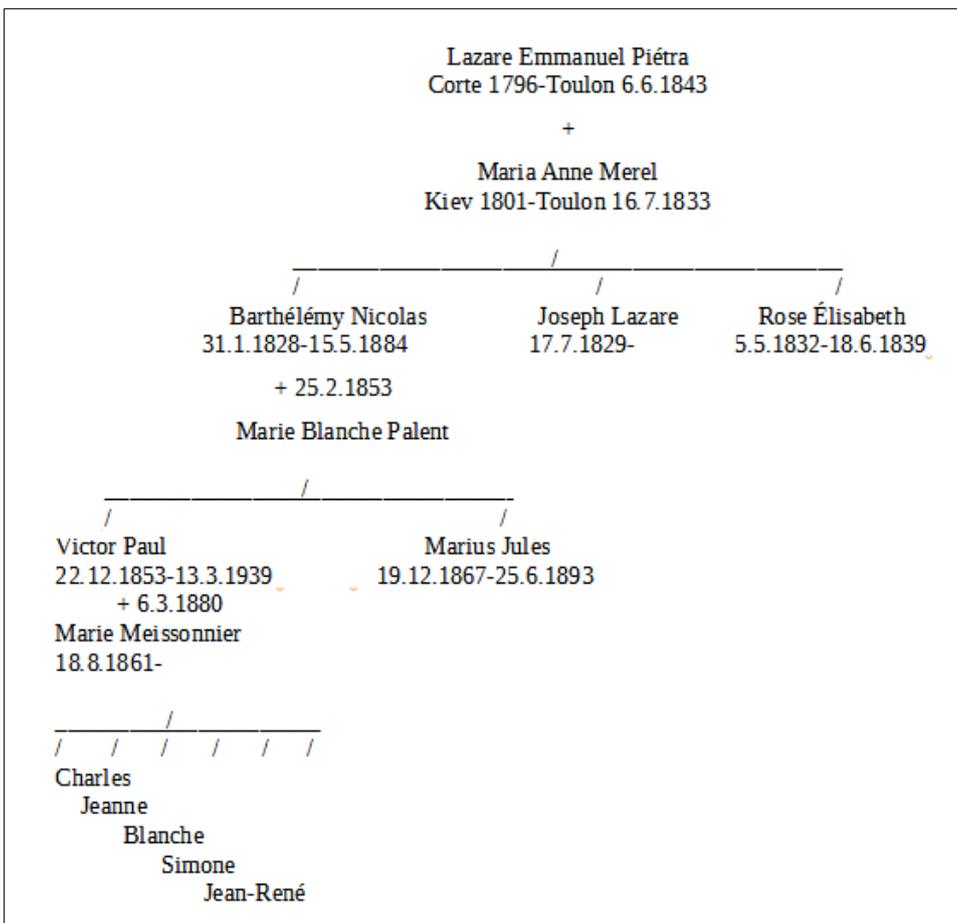
La Foux, p. 78 : "A voir ce visage jeune, régulier, intelligent, agrémenté d'une fine moustache, on dirait d'un ténor léger qui s'apprête à chanter, dans une pose chevaleresque, Les Mousquetaires de la Reine".

"Quand Victor PIETRA parle, on sent le tempérament. Il n'a qu'un défaut, celui d'enfler sa voix, de s'emporter, de se jeter dans la diatribe pour rompre la glace. De son talent qui serait plutôt fin et nuancé, il fait une grosse et lourde machine de guerre, un bélier, une catapulte".

De son mariage avec Marie MEISSONNIER, naissent cinq enfants.

(A signaler qu'ils ont été mariés, en 1880, par Henri DUTASTA lui-même, maire de Toulon.)

Charles PIETRA : Fils aîné de Victor PIETRA. Il a eu une carrière tout aussi brillante. Mais le temps qui m'est imparti m'interdit de la retracer de manière détaillée. Ce sera l'objet d'une autre communication. Je ne résiste pas à l'envie de résumer son parcours :



Né le 14 décembre 1882 à Toulon, il a fait ses études au lycée de Toulon, puis au lycée Carnot de Tunis après que Victor ait quitté la France, et après avoir eu son baccalauréat, il va à la faculté de droit de Paris. Il a été lieutenant de réserve au 4<sup>e</sup> zouaves, président fondateur de l'association générale des étudiants de Tunisie, membre du comité permanent des fêtes de Tunis, correspondant général en Tunisie, agent central de la société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique. Comme son père, il était avocat au barreau de Tunis.

Les quatre autres enfants sont nés à Tunis : Jeanne, Blanche, Simone et Jean-René notaire, décédé en 1962.

Ce dernier aura lui aussi cinq enfants : Régine, Gérard (avocat), Marc, Hervé et Philippe.

Victor PIETRA décède le 13 mars 1939 à Toulon (acte numéro 491).

Il fait partie des pionniers de la républicanisation de la France. Victor PIETRA, tout comme son père Barthélémy, avaient un sens profond de l'engagement pour le triomphe de la République laïque et sociale. Ils étaient prêts à défier les instances pour la défense de leurs idées. Ce sont des hommes qui ont marqué leur temps par leurs idées, et qu'il ne faut pas oublier.

**"EDOUARD SOLDANI".**

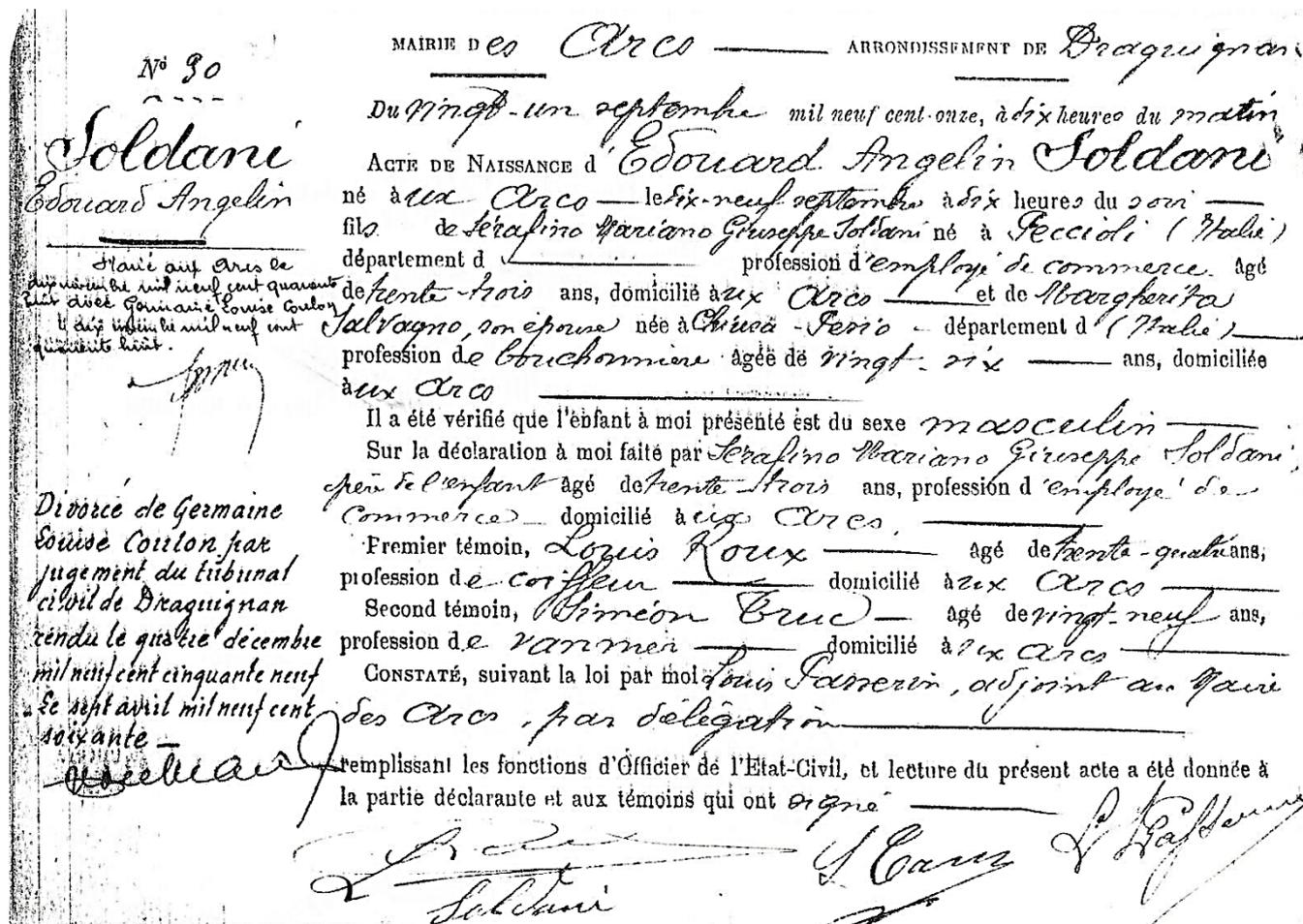
Par Jacques GIRAULT.

Parmi les dirigeants politiques du Var, les originaires d'Italie et leurs enfants présentent un retard en comparaison avec la forte immigration italienne depuis la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Edouard SOLDANI apparaît non pas comme un précurseur, mais comme un dirigeant puissant et complet qui illustre l'intégration réussie des originaires d'Italie dans la vie politique du département après la Seconde Guerre mondiale.

Cet homme-fort a été successivement dirigeant de la Résistance, conseiller de la République, puis sénateur du Var de 1945 à 1986, maire de Draguignan de 1959 à 1984, conseiller général du canton de Lorgues. Il a présidé le Conseil général du Var de 1956 à 1985.



**UN FILS D'ITALIENS INTEGRE DANS LA SOCIETE DU MOYEN VAR .**



Edouard Angelin SOLDANI est né le 11 septembre 1911 aux Arcs. Son père, natif de Toscane, travaille aux Arcs chez un grossiste en épicerie Paul SIMON qui, socialiste SFIO, franc-maçon, devient maire des Arcs en 1925. Après le décès de son mari en 1914. Sa mère, originaire du Piémont, entretient des jardins, puis à partir de 1914, aidée par Paul SIMON et son beau-frère, s'occupe d'un petit dépôt d'épicerie. Elle élève ses quatre jeunes enfants.

Edouard SOLDANI fréquenta le catéchisme jusqu'à la communion puis prit des distances par rapport à la religion. Son mariage, uniquement civil, se termina par un divorce en 1959. La fille du couple, Mireille, fut baptisée. Les obsèques de son père furent religieuses.

La jeunesse de SOLDANI fut marquée par l'accident qui, en 1914, le rendit infirme (pied bot). Mais il chercha souvent à se surpasser. Par exemple, il était gardien de but quand il jouait au football. Une situation normale fut rétablie après une intervention chirurgicale en 1949.

En octobre 1924, il entre au collège de Draguignan.



DRAGUIGNAN (Var). - Le Collège.

## LEGS CLAUDE GAY

« Je lègue une rente de mille francs (1) au Collège de Draguignan pour fonder trois prix annuels : 1<sup>o</sup> sur la Littérature française ; 2<sup>o</sup> sur la Littérature latine ; 3<sup>o</sup> sur les Sciences mathématiques ou physiques. Les prix seront alloués aux élèves qui auront obtenu les premières places dans leurs classes. »

(Extrait du testament de CLAUDE GAY).

(1) Cette rente de mille francs se trouve réduite à six cents francs, par suite des conversions de 1893 et de 1902.

### Élèves ayant obtenu les prix Claude-Gay

ANNÉES	LITTÉRATURE FRANÇAISE	LITTÉRATURE LATINE	SCIENCES MATH. & PHYS.
1882	MAUNIER Ernest, de Flayosc.	HENRY Auguste, de Draguignan.	GUIOL Armand, de Traus.
1883	IMBERT Louis, de Montferrat.	MAUNIER Ernest, de Flayosc.	BOUVE Joseph, de Lauterbourg.
1884	SAUTERON Ernest, de Comps.	BOUVE Léon, de Chairvaux.	FERRIÉ Gustave, de S <sup>t</sup> -J <sup>o</sup> -de-Maurie <sup>***</sup>
1885	ADRIAN Jean-Baptiste, de Draguignan.	BLANC Henri, de Draguignan.	SAUTERON Ernest, de Comps.
1886	BLANC Henri, de Draguignan.	D'AUSSY Alexandre, de S <sup>t</sup> -Jean-d'Ang.	PRAT Bernard, de Draguignan.
1887	D'AUSSY Alexandre, de S <sup>t</sup> -Jean-d'Angely.	AUTHEMAN Étienne, de S <sup>t</sup> -Chamas.	DOI Abel, de Flayosc.
1888	AUTHEMAN Étienne, de S <sup>t</sup> -Chamas.	MATHERON Camille, de S <sup>t</sup> -Maxime.	BLANC Alphonse, de Clavières.
1889	MATHERON Camille, de S <sup>t</sup> -Maxime.	CONTELLY Fernand, d'Aurillac.	PAYAN Auguste, de Gap.
1890	CONTELLY Fernand, d'Aurillac.	ALBERT Jules, de Solliès-Pont.	FOUQUET Anatole, de Fréjus.
1891	BLANC Léon, de Draguignan.	IMBERT Eugène, de S <sup>t</sup> -Maxime.	SAUVE Elie, de Flayosc.
1892	BOURSIER Georges, de Boincourt.	AUTHEMAN Fernand, de Cuers.	AUMÉRAN Adrien, du Plat-de-la-Tou <sup>r</sup>
1893	JASSAUD André, de la Motte.	RIPERT Henri, de la Clu <sup>st</sup> at.	HAVARD Fernand, de Nérac.
1894	MATHERON Gabriel, de Draguignan.	SAUVAIRE Octave, de Ramatuelle.	AUTHEMAN Fernand, de Cuers.
1895	SAUVAIRE Octave, de Ramatuelle.	GIRAUD Jules, de Carcès.	GARRON Valentin, de St-Raphaël.
1896	GIRAUD Jules, de Carcès.	MARTIN E.-Alp. de Carcès.	NICOLAS Charles, de Cagnes (A.M.)
1897	CASTELLAN Casimir, de Draguignan.	MORO Gaston, de Montecarlo.	CAUVIN Vincent, de Flayosc.
1898	MORO Gaston, de Montecarlo.	DILHAC François, de Fouzenc (Ariège).	LIONS Jean, de Puzos-Thuniers.
1899	CHARRIER Julien, de Draguignan.	BAILET Xavier, de Brignoles.	GIBON Louis, de Flayosc.
1900	LABAT Julien, de Draguignan.	BONDIL Fernand, de Draguignan.	CAUVIN André, de Lyon

ANNÉES	LITTÉRATURE FRANÇAISE	LITTÉRATURE LATINE	SCIENCES MATH. & PHYS.
1901	BONDIL Fernand, de Draguignan.	MARCHE J <sup>o</sup> , de Château-Ville-Vieille.	MOURÈS André, d'Embrun.
1902	MARCHE Joseph, de Château-Ville-Vieille.	JAUSSERA Albert, de Fréjus.	MAURO Jean, de la Seyne-sur-Mer.
1903	PLÉSANT Edouard, de Marseille.	BAYLE Magloire, de Mazargues.	GUÉRIEN Louis, de Draguignan.
1904	BAYLE Magloire, de Mazargues.	BELLETRUD Henri, de Montmorency.	JAUSSERA Albert, de Fréjus.
1905	BOVIS Paul, de Saint Zacharie.	COULET Georges, de Bormes.	VIDAL Paul, de Montauroux.
1906	COULET Georges, de Bormes.	CABASSE Auguste, de Draguignan.	BOVIS Paul, de Saint-Zacharie.
1907	ROUX Jean, de Draguignan.	AUBERT Joseph, de Draguignan.	CASANOVA Jules, de Marseille.
1908	LOMBARD Paul, de Draguignan.	TURLE Emile, de Barjols.	PIERRUGES Honoré, de Clavières.
—	ROUVIER J.-B., de La Motte.		
1909	SAURIN Jules, de Trans.	LAPOUGE J <sup>o</sup> , d'Anney.	CABASSE Auguste, de Draguignan.
1910	EYRIÈS Pierre, de Draguignan.	CAMOUS Paul, de Lorgues.	VINGITTI Pierre, de Toulon.
1911	HUDELLO André, de Hellac.	PANTOIT Albert, de Fayence.	SALVARELLI Dominique, de Draguignan.
1912	GIRAUD René, de Draguignan.	LECA Adolphe, de Draguignan.	GAL Michel, de Fayence.
1913	LECA Adolphe, de Draguignan.	GAL Charles, de Fayence.	REYNIER Joseph, de Fréjus.
1914	BLANC Aimé, de Draguignan.	JAUBERT Armand, de Lorgues.	MISTRE Gustave, de Draguignan.
1915	ROUX Adrien, de Luc.	VEY Marc, de Caluire.	NOUVEL Henri, de Callas.
1916	CAILLE Léon, de Roquebrune.	COLLE Hippolyte, de Draguignan.	GAYNO Emile, de Cogolin.
1917	COLLE Hippolyte, de Draguignan.	BOUSSON Francis, de Draguignan.	HURTEZ Gabriel, de Draguignan.
1918	BOUSSON Francis, de Draguignan.	BECH Albert, de Carcès.	COLLE Hippolyte, de Draguignan.
1919	GONTARD Louis, de Brignoles.	LANAUD Sylvain, de Salernes.	PEYRÈNE Maurice, de Rochechouart.
1920	FOURNIER Victor, des Arcs.	GIBON Eugène, de Draguignan.	GONTARD Louis, de Brignoles.
1921	BISCONI Jean, de Digne.	NICOLAS François, de Draguignan.	FOURNIER Victor, des Arcs.
1922	NICOLAS François, de Draguignan.	CAUVIN Antoine, de Draguignan.	GIBON Eugène, de Draguignan.
1923	CAUVIN Antoine, de Draguignan.	MICHEL Henri, de Vihubau.	DOL Edgar, de Draguignan.
1924	MICHEL Henri, de Vihubau.	ARNAUD Lucien, de Draguignan.	ICARD Guillaume, des Arcs.
1925	GUYRARD André, de Fréjus.	GONFARD Maurice, de Toulon.	PARAIRE Pierre, de Marseille.
1926	ENERAT André, de Flayosc.	PONCHROT Roger, de Château-Vieille.	GONON Georges, de Draguignan.
1927	MONDET Pierre, de Draguignan.	GOBAS Raoul, de Lorgues.	BONNET Pierre, de Caudevan.
1928	CARPINETTY André, de Draguignan.	LUCCIONI Dominique, de la Garde-Freinet.	JOUDAN Joseph, de Figuières.
1929	VERGELIN Gustave, de Draguignan.	SOLDANI Edouard, des Arcs.	M <sup>l</sup> me ORECHIONI Josephine Bonifacio

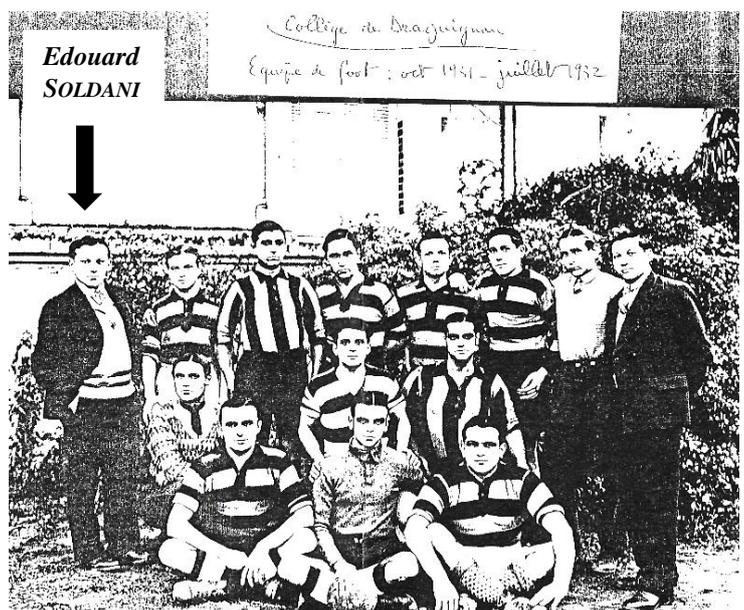
Sa scolarité, ponctuée par des nominations lors de distributions des prix, fut marquée notamment en 1929 par l'obtention du **prix Claude GAY de littérature latine**.

### L'ENTRÉE DANS LA PROFESSION ET DANS LA POLITIQUE.

Reçu au baccalauréat "série Philosophie", il devient surveillant d'externat à l'école primaire supérieure de Lorgues en 1932-1933.

Puis au collège de Draguignan de 1933 à 1937, à l'école primaire supérieure d'Aix-en-Provence (1939-1940). Il est ensuite répétiteur à Digne et à Draguignan jusqu'à la fin de la guerre. Il obtient les certificats de littératures latine et française de la licence de lettres. Il milite syndicalement et devient le secrétaire académique du syndicat des surveillants d'internat en 1939.

Membre des Faucons rouges et de la section socialiste SFIO des Arcs depuis 1926, Edouard SOLDANI adhère au groupe des étudiants socialistes SFIO de la Faculté d'Aix. Le 22 mai 1938, les sections socialistes SFIO des Arcs et de Draguignan le délèguent au congrès de la fédération socialiste SFIO à La Seyne. Il y vote pour la motion favorable aux thèses de Marceau PIVERT mais il refuse de suivre ses amis au Parti socialiste ouvrier et paysan.





Dans chaque arrondissement, avant 1939 un conseil d'arrondissement, élu pour six ans, a un rôle faible mais il permet des élections régulières. Dans le canton de Lorgues, le conseiller sortant socialiste SFIO ne désire pas entamer un nouveau mandat. SOLDANI, désigné comme candidat, le 10 octobre 1937, arrive en tête de la gauche mais, devenu candidat unique de la gauche, il ne réunit pas la totalité des voix communistes, malgré le désistement. Le radical, soutenu par la droite l'emporte au deuxième tour.

A la fin des années 1930, SOLDANI fait partie du groupe de militants socialistes qui devraient faire partie des futurs dirigeants du Parti socialiste SFIO du Var moyen. Il se situe à la gauche du Parti.

#### UN DIRIGEANT DE LA RESISTANCE SOCIALISTE.

Au début de la guerre, Edouard SOLDANI, réformé, en poste à Aix, participe à la création de "Combat" et devient l'adjoint de **Raoul TEXTORIS**, le dirigeant varois. Sous le pseudonyme de "Valmy", il remplace ce dernier après son arrestation et organise la manifestation aux Arcs, le 14 juillet 1942. Rappelant la couleur de reconnaissance du mouvement, il choisit le vert comme encre personnelle. Par la suite, chef-adjoint des Mouvements unis de Résistance pour l'arrondissement de Draguignan, il héberge des résistants dirigeants, organise la sortie de *Résistance*, en mars 1943, publication des Mouvements Unis de la Résistance, ouvert à toutes les organisations clandestines de l'arrondissement. A la Libération, ce journal se transforme en hebdomadaire du Mouvement de Libération nationale. Il en devient le rédacteur en chef et le principal éditorialiste. Inspecteur des maquis du Haut-Var, il est chargé de missions à Paris auprès notamment des chefs nationaux. Il devient un des responsables du Parti socialiste SFIO clandestin. Il rencontre de nombreux dirigeants nationaux et régionaux et devient membre du comité fédéral socialiste SFIO dès sa constitution. Surveillé par la gendarmerie française, recherché par la Gestapo, il est hébergé à La Motte et à Moissac, près du maquis de Canjuers.

Secrétaire départemental du Mouvement de Libération Nationale qui se transforme en Union Démocratique et Socialiste de la Résistance en septembre 1945, SOLDANI se prononce pour la fusion entre MLN et Parti Socialiste SFIO. Il est un des chefs de file de la majorité hostile à la fusion du MLN et du "Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France". Peu de temps avant, il était pour un rapprochement du MLN avec le FN et le Parti Communiste, position qu'il préconise lors du premier congrès de la fédération socialiste SFIO, en décembre 1944 où il présente un rapport sur les "relations avec les autres partis ou organisations de la résistance".

Il est le délégué du MLN au Comité Départemental de Libération.

Edouard SOLDANI apparaît comme la figure la plus représentative de la génération. Lui et ses camarades, dans le Haut-Var, désirent remplacer la génération des anciens dirigeants socialistes qui n'avaient point démerité mais qui ne pouvaient, selon eux, en raison de leur timidité pendant la Résistance, retrouver leurs anciennes responsabilités. Ces jeunes socialistes se considèrent les mieux placés pour endiguer la menace communiste tout en adoptant, pour l'instant, une attitude proche des communistes au nom de l'unité de la Résistance, rapprochement que refusaient les anciens, autour d'**Henry SENES** notamment SOLDANI, pendant toute sa vie, utilise l'encre verte pour sa correspondance, comme pendant les messages employés dans la clandestinité.



#### L'ELU SOCIALISTE.

Elu conseiller général du canton de Lorgues, au deuxième tour, en septembre 1945, il est régulièrement réélu au premier tour mais en 1985, il ne retrouve son siège qu'au deuxième tour.

Dans l'assemblée départementale, avant son accession à la présidence en 1956, Edouard SOLDANI exerce diverses responsabilités : vice-président, membre de diverses commissions, ...

Il préside la Société d'économie mixte du Canal de Provence et d'aménagement de la région provençale dès sa création en 1957. Il devient président du Conseil général en 1956. Il est régulièrement réélu avec des majorités importantes, (sauf en 1958).

Mais en 1985, la droite devient majoritaire. Il siège aussi au Conseil régional Provence-Côte d'Azur pendant quinze ans.



#### EDOUARD SOLDANI

Sénateur-Maire de Draguignan  
Président du Conseil Général du Var  
Président de la Société du Canal de Provence  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Médaille de la Résistance

Rien qu'à elles seules, ces responsabilités auraient pu faire la puissance politique de SOLDANI dans le Var. Elles complètent sa présence au Sénat pendant 41 ans. Sa première élection en 1946 au Conseil de la République résulte de sa capacité de relations. Normalement devait être le candidat des socialistes le président du Conseil général Joseph RISTERUCCI, élu de Toulon. Le vote des sections socialistes récentes du Var intérieur, souvent issues de la Résistance, favorise SOLDANI, plus capable de défendre les intérêts locaux.

Enfin, responsabilité essentielle, Edouard SOLDANI devient maire de Draguignan en 1959. Sa liste est constamment réélue jusqu'en 1983.



### DE LA PUISSANCE AUX DEFAITES.

La présence active sur les différents terrains électoraux explique sa puissance politique.

Après s'être montré, au sortir de la Résistance, partisan d'une alliance avec les communistes, Edouard SOLDANI, à partir de 1948, n'accepte pas l'évolution de ces derniers. Une "rupture morale" caractérise tout son engagement politique. Notons que ce militant socialiste n'exerce aucune responsabilité importante dans le Parti sur le plan national. Des exemples peuvent constituer des éléments de son action politique :

La construction européenne constitue un aspect majeur de la politique des socialistes varois. La perspective d'une mise en commun des moyens militaires et la Communauté européenne de défense suscitent des réactions hostiles. SOLDANI, avec les députés Frank ARNAL et Jean CHARLOT, s'oppose à sa ratification.



*Franck ARNAL*



*Jean CHARLOT*

Les militants de la fédération socialiste du Var se divisent à propos de l'accord entre communistes et socialistes SFIO pour la gestion municipale de Toulon. Cet accord est condamné par le Comité directeur du Parti. Mais des dirigeants varois en 1955 l'approuvent. SOLDANI combat une telle politique, "pas conforme aux règles du Parti".

Lors du référendum de 1958, il entraîne la majorité des adhérents à se prononcer pour une réponse positive.



Or de nombreux dirigeants varois sont contre.

SOLDANI accepta de diriger la Fédération après le départ du Parti du secrétaire fédéral, Jean CHARLOT. Il conserva la responsabilité de secrétaire fédéral de 1959 à 1974 dans les premières années du Parti socialiste. Dans le rapprochement des forces de gauche, dans les années 1970, il adopta une position proche de celle de DEFFERRE, refusant personnellement tout accord électoral avec le Parti communiste français.



Avec le double soutien de **Guy MOLLET** et de **Gaston DEFFERRE**, devenu le patron politique du département, il contribue à renforcer les positions socialistes. Il ne parvient pas à créer les conditions d'une relève. On lui impute des responsabilités de tout ordre, parfois fondées, parfois héritages de rancœurs pouvant aller jusqu'au dénigrement politique et personnel. Certains dirigeants nationaux estimaient même qu'il fallait "désoldaniser" le socialisme varois.



### ATTEINDRE LE PRESTIGE DE SOLDANI.

Une décision gouvernementale, en 1974, transfère le siège de la Préfecture de Draguignan à Toulon.

Cette décision résulte d'anciens projets et apparaît comme une mesure de nature politique pour affaiblir les positions de la gauche et de SOLDANI.

Dans la bataille politico-administrative, SOLDANI, soutenu par la presse, par l'association des présidents des conseils généraux et des maires de France, la conduit, avec des moyens variés, pour résister à cette décision.

En juin 1981, le Ministre de l'Intérieur Gaston DEFFERRE rétablit **Draguignan** comme siège du Conseil général, situation définitivement annulée à partir de 1986.



La liste constituée par SOLDANI, élue à Draguignan en 1983, comprenait des communistes. Cette élection fut annulée par le Conseil d'Etat en janvier 1984.



*La préfecture à Toulon.*

Dans le contexte tendu de la campagne électorale, un attentat contre lui, non élucidé, le 21 février 1984, survient. La liste "de rassemblement et d'union de tous les démocrates pour Draguignan", fut battue. Il ne se représenta plus. Les nouveaux dirigeants socialistes dracénois refusent sa présence sur la liste de gauche. Pour ses obsèques, il refuse tout hommage de la mairie. Enfin, le 18 janvier 1992, dans la presse locale, Edouard SOLDANI annonça qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat de conseiller général. Dans une longue lettre au secrétaire de la fédération varoise du Parti socialiste, il condamnait les pratiques en cours dans le socialisme varois "meurtri, déchiré, à la recherche d'un peu de solidarité, de loyauté et surtout de vérité".



Toute la vie du socialisme varois après la guerre passe par Édouard SOLDANI, homme fort. Les socialistes varois et leur principal responsable ne parvinrent pas à conserver ces positions dominantes. Dès lors, il pouvait devenir facile d'attribuer à SOLDANI et au système de domination politique qu'il avait cautionné la principale responsabilité de cet échec. Ce serait oublier le poids des évolutions sociopolitiques qui affectèrent l'ensemble du Midi méditerranéen depuis les années 1970 et le rôle particulier des autres dirigeants socialistes, souvent mis en place avec l'accord de SOLDANI, surnommé "le vieux lion", véritable patron. Il assura les promotions, exerça son emprise sur le département, en se constituant, tout au long de son ascension politique, un réseau de fidélités.

Il suscita aussi de farouches oppositions qui ne venaient pas toutes de ses opposants politiques.

Edouard SOLDANI domina un Var socialiste en pleine force. Il s'identifia avec lui, jusque dans la défaite.

## L'adieu au «Vieux Lion»

Edouard Soldani qui a marqué pendant plus de 40 ans la vie politique du département, repose au cimetière des Arcs

L'ANNEE 1996 aura été marquée par la disparition, le 18 avril dernier, d'un homme qui pendant 40 ans a joué un rôle politique de tout premier plan dans le Var, Edouard Soldani.

Hospitalisé depuis un an et demi à la Clinique des Espérèls à Figanières, le «Vieux Lion», qui était âgé de 84 ans et qui avait frôlé la mort à deux reprises - en 1981 suite à une rupture de l'aorte abdominale et en 1984 suite à un attentat au fusil de chasse - a succombé à une hépatite. Sénateur P.S. de 1948 à 1986, président du conseil général du Var pendant 29 ans, maire de Draguignan pendant 25 ans, Edouard Soldani qui s'était défendu comme un lion contre le transfert de la préfecture de Draguignan à Toulon en 1974, avait gardé beaucoup d'amertume de son échec aux municipales en 1984 et surtout du désamour des socialistes locaux qui, deux ans plus tard, après la déconfiture de la municipalité de Jean-Paul Claustres avaient tenté - vainement - de repartir à la conquête de la mairie sans lui.

Cette amertume s'est traduite par des dispositions qui ont surpris : il a refusé que la mention «Ancien maire de Draguignan» soit portée sur sa pierre tombale et que le convoi funè-



*C'est le jeudi 18 avril que s'est éteint Edouard Soldani. Il avait été président du Conseil général du Var pendant 29 ans et maire de Draguignan durant 25 ans.*

bre fasse une halte devant l'Hôtel de Ville où il siégea durant tant d'années.

Ses obsèques ont été célébrées le 22 avril par l'archiprêtre Forno, ancien curé de Draguignan, en présence de nombreuses personnalités dont le préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, François Léotard, président de l'U.D.F., et Hubert Falco, président du Conseil général du Var.

**"CASIMIR BOUIS - DE TOULON A LA DEPORTATION  
EN NOUVELLE-CALÉDONIE : ITINÉRAIRE D'UN COMMUNARD".**

Par Bernard SASSO.



Le 3 septembre 1843 naissait à Toulon, Casimir BOUIS, fils de François BOUIS né à Toulon, menuisier, âgé de 23 ans et de son épouse Marguerite Magdelaine CHABOT, âgée de 24 ans. Le premier témoin est le grand-père paternel, Dominique BOUIS âgé de 53 ans exerçant à Toulon la profession de commerçant.

Casimir fait des études de droit à Paris et ayant réussi ses examens exerce la profession d'avocat à Toulon.

Relevons ici qu'il fut plus tard le beau-frère de Victor MICHOLET, maire de Toulon à deux reprises de 1900 à 1904 et de 1912 à 1919.

Dans l' "Histoire de Toulon" (1988) et à propos de cercles toulonnais, il est indiqué : "D'autres cercles réunissent des gens des classes moyennes, tel ce Cercle de l'Industrie où l'on trouve, en 1864, quelques hommes de gauche, parmi lesquels un jeune avocat, le futur communard BOUIS".

L'Encyclopédie Marxiste indique qu'il aurait été ouvrier-tailleur dans l'habillement. Ce qui semble fort peu probable d'autant que l'Encyclopédie Marxiste indique dans la phrase suivante qu'il se trouvait en août 1848 à Marseille où il faisait signer une liste de souscription pour un journal de PROUDHON. En 1848, BOUIS n'avait que 5 ans. Une erreur de date (ou de frappe) doit être à l'origine de cette confusion.

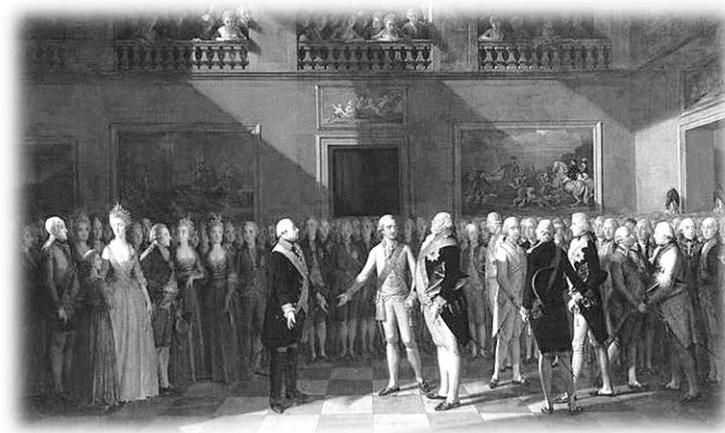


Vers le milieu des années 1860, il est installé à Paris où il semble avoir été clerc d'huissier avant de devenir avocat. Selon le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, il aurait fait aussi un séjour aux Etats-Unis, destination fort appréciée des révolutionnaires de l'époque.

Comme beaucoup dans sa profession, dans l'effervescence politique et sociale des dernières années du Second Empire, il s'intéresse aussi au journalisme politique et collabore à divers journaux, *Le Réprouvé*, organe de la Libre Pensée (BOUIS appartenait très tôt à la franc-maçonnerie) à *L'Excommunié* de Lyon mais aussi à *L'Egalité* de Marseille. Dans ce dernier journal il publie plusieurs articles à

partir de début mai 1870. Le journal dont le sous-titre est "Journal de l'Union Démocratique du Midi" devenant après le 4 septembre *Journal de la République Française* a pour rédacteur Maurice ROUVIER qui réalisera une brillante carrière politique sous la Troisième République (3 fois président du Conseil (1886, 1905-1906). D'autres collaborateurs aux noms connus écrivent dans le journal : Gaston CREMIEUX, qui participera à la Commune de Marseille et sera fusillé après l'échec de l'insurrection ; Alphonse ESQUIROS futur sénateur, Louis DELPECH préfet des Bouches-du Rhône et futur député du Vaucluse.

Dans la dizaine d'articles publiés dans *L'Egalité* entre mai et septembre 1870, BOUIS s'attaque en particulier à Emile OLLIVIER républicain rallié à l'Empire. Le 10 juillet, quelques jours après la déclaration de guerre à la Prusse, il évoque une quadruple alliance contre la France (Prusse, Espagne, Italie, Russie) et dix jours plus tard rappelle que le 21 août 1791 l'Autriche et la Prusse



adressaient à la France le célèbre **manifeste de Pilitz**. Face à l'alliance des monarchies, il souhaite voir se dresser l'alliance internationale des peuples. Pourtant quelques jours plus tard dans un article intitulé "Vive la guerre", il paraît s'inquiéter d'une victoire du Second Empire : "Les pauvres bribes de liberté que nous avons si péniblement, si lentement, si douloureusement reconquises, les voilà de nouveau arrachées à la pointe des baïonnettes. Nous voilà – pour cinquante ans peut-être arrêtés dans notre marche devant une hécatombe de deux cent mille cadavres".



Le 10 septembre se disant poursuivi par la justice impériale il affirme devoir se cacher "[...] obligé de jeter à la hâte mes papiers dans une malle et d'aller n'importe où, débiter mes blasphèmes [contre l'Empire]". Le 25 septembre, il n'en publie pas moins dans le journal de BLANQUI *La Patrie en danger* un article de combat :

*"Paris a 800 000 combattants, et ces 800 000 combattants sont décidés à garder une cartouche contre les Prussiens [...].*

*Avis aux traîtres...*

*Laissez-nous sauver la France. Votre règne est bien fini, allez !...*

*Place à la République démocratique et sociale".*

Parallèlement à ces activités de journaliste, il fréquente les étudiants blanquistes et va devenir un fidèle du révolutionnaire à qui il vouera une grande fidélité comme un autre Varois le Cuersois Benjamin FLOTTE. BOUIS décrit ainsi BLANQUI :

*"BLANQUI est savant. Mathématicien, linguiste, géographe, économiste, historien, il a dans sa tête toute une encyclopédie [...]. Seulement le penseur est doublé d'un héros [...]. C'est la haute valeur de cet homme, c'est son incontestable supériorité, c'est l'étonnante puissance qu'il tire de son génie, de son honnêteté et de son dévouement qui ont amené contre lui ce déchaînement de tempêtes, ce débordement de haines et de fureurs [...]. Il est l'homme le plus complet que possède la Révolution".*

**Louis Auguste BLANQUI** est la grande figure révolutionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle. Lui aussi est varois. Il est né en 1805 à Puget-Théniers (aujourd'hui dans les Alpes Maritimes). Fils du sous-préfet de l'arrondissement, il s'engage dans l'action révolutionnaire dès son arrivée à Paris comme étudiant. Sous la Monarchie de Juillet, la Seconde République, le Second Empire et la Troisième République il va connaître la prison. De 1831 (date de son premier séjour en prison) à 1879 (où il sortira pour la dernière fois de prison) plus de 36 années de sa vie auront été passés derrière les barreaux.

Plus que tout autre révolutionnaire de la période, il aura été le théoricien du soulèvement armé. Comme le souligne l'un de ses biographes :

*"Il porte en lui une confiance totale, indestructible, en l'efficacité soudaine et durable de la révolte, du sursaut populaire, de la prise d'armes subite mais concertée".*

La doctrine blanquiste comporte une théorie de la révolution et de la dictature révolutionnaire. Pour frapper à mort la *"vieille société décrépite"* pour employer les mots de BLANQUI, il faut *"un cataclysme"* (autre terme de BLANQUI) qui libérera *"les éléments captifs dont la fermentation spontanée et rapide doit organiser le monde nouveau"*.

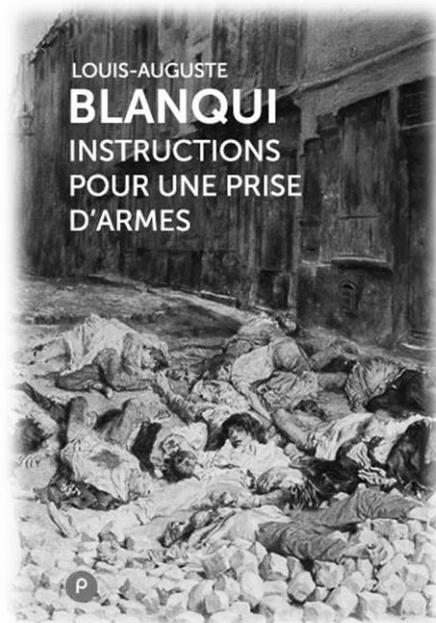
Qu'est-ce qui provoquera *"le cataclysme"* évoqué par BLANQUI ? Qu'est-ce qui amènera *"la fermentation spontanée et rapide"* ? Pour BLANQUI ce sont les déclassés, à savoir une minorité d'hommes issus pour la plupart de la classe bourgeoise mais ayant compris le processus historique et prêts à rompre avec leur classe d'origine, prêts à mener jusqu'à ses ultimes buts la Révolution. BLANQUI écrit à ce sujet :

*"Le devoir d'un révolutionnaire, c'est la lutte toujours, la lutte quand même, la lutte jusqu'à la mort",* (car) *"les révolutions veulent des hommes qui aient foi en elles : douter de leur triomphe c'est déjà les trahir. C'est par la logique et l'audace qu'on les réalise et qu'on les sauve. Si vous en manquez, vos ennemis en auront pour vous ; ils ne verront qu'une chose dans vos faiblesses : la mesure de leur force, et leur courage se relèvera en raison directe de votre timidité"*.

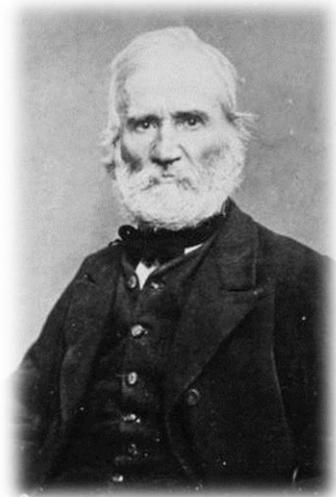
Conduisant le peuple, une cohorte d'hommes décidés forme l'avant-garde révolutionnaire. Ils ordonnent, organisent, disciplinent la masse qui sans cela se lancerait dans une révolte incohérente. Avec le triomphe de la révolution et en préparation de la société communiste, l'avant-garde établit la dictature révolutionnaire. LENINE a défini la dictature révolutionnaire blanquiste :

*"Il (BLANQUI) attend la libération de l'humanité de l'esclavage salarié non pas par la lutte de classe du prolétariat mais par la conjuration d'une petite minorité d'intellectuels"*.

Cette conjuration est une dictature armée, préoccupation majeure de BLANQUI dès les années 1830. Cette véritable gendarmerie des pauvres contre les riches doit fournir aux chefs politiques portés au pouvoir l'assurance que l'œuvre révolutionnaire s'accomplira sans crainte d'une contre-offensive réactionnaire. En 1868, fort de sa très longue expérience, BLANQUI publie ses célèbres *"Instructions pour une prise d'armes"*, véritable manuel de



guerre urbaine qui nourrira le combat de la plupart des révolutionnaires de la fin du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle.





*Ils ne se sont décidés à agir enfin contre les Prussiens qu'après deux mois, au lendemain du 31 octobre. Par leur lenteur, leur indécision, leur inertie, ils nous ont conduits jusqu'au bord de l'abîme : ils n'ont su ni administrer ni combattre, alors qu'ils avaient sous la main toutes les ressources, les denrées et les hommes.*

*Le grand peuple de 89, qui détruit les Bastilles et renverse les trônes, attendra-t-il dans un désespoir inerte, que le froid et la famine aient glacé dans son cœur, dont l'ennemi compte les battements, sa dernière goutte de sang ? – Non ! La population de Paris ne voudra jamais accepter ces misères et cette honte. Elle sait qu'il en est temps encore, que des mesures décisives permettront aux travailleurs de vivre, à tous de combattre.*

*Réquisitionnement général.*

*Rationnement gratuit.*

*Attaque en masse.*

*La politique, la stratégie, l'administration du 4 septembre, constituées de l'Empire, sont jugées.*

*Place au peuple !*

*Place à la Commune !"*



Parmi les signataires, Casimir BOUIS et **Benjamin FLOTTE**. Beaucoup de signataires seront au premier rang de la Commune de Paris.

Le 22 janvier, suite à l'échec de Buzenval et Montretout une nouvelle tentative de manifestation révolutionnaire à l'Hôtel de Ville pour la guerre à outrance et pour la Commune se révèle être un nouvel échec. Casimir BOUIS, comme les autres blanquistes, ont pris part à cette nouvelle tentative pour renverser le gouvernement provisoire. Quelques jours plus tard a lieu la capitulation de Paris et l'armistice franco-allemand. Dans la première semaine de février se déroulent les élections pour l'Assemblée Nationale.

le. Dans un pays où les troupes allemandes sont encore très présentes, mais où le désir de paix est puissant dans de larges secteurs de la population, en particulier dans les provinces, les monarchistes remportent un éclatant succès. Quelques jours plus tard, l'Assemblée qui se tient à Bordeaux, élit **Adolphe THIERS** comme chef du pouvoir exécutif.



Le 21 février est publié pour la première fois *Le Cri du Peuple*, le journal le plus fortement associé à ce qui allait, quelques semaines plus tard, devenir la Commune de Paris. Son rédacteur en chef en est **Jules VALLES**. L'équipe qui entoure Vallès se compose de 6 rédacteurs réguliers : Henri BELLANGER, secrétaire de rédaction, Eugène VERMERSCH, Jean-Baptiste CLEMENT, Henri PLACE dit VERLET, Louis LUCIPIA et Casimir BOUIS. A ces journalistes s'adjoignent des collaborateurs occasionnels dont Louise MICHEL qui ne signera jamais ses articles. La cohérence et la cohésion de l'équipe rédactionnelle est fondée sur une opposition inconditionnelle au Second Empire et leurs activités militantes pendant le siège de Paris.



JAQUES RENE HEBERT.

*Né en 1759 à Alençon (Dépt. de l'Orne).  
Substitut du Proc. de la Com. de Paris,  
Rédacteur du Journal, le Père Duchesne,  
Chef de la plus affreuse Conspiration contre la Rep.  
à être Condamné et décapité le 4. germinal à Paris.  
Place de la Révolution tom. 2 de la Rep.*

Bien qu'ils soient compagnons de lutte, les rédacteurs du journal ne sont pas sur les mêmes lignes politiques. Casimir BOUIS comme d'autres rédacteurs, est sur un positionnement radical. Il se situe dans la lignée du révolutionnaire **Jacques-René HEBERT**, fondateur du fameux journal **Le Père Duchesne** qui pendant la Grande Révolution va jouer un rôle essentiel dans la mobilisation des sans-culottes (journée du 10 août 1792 entraînant la chute de la royauté, massacres de Septembre, chute des girondins, grande manifestation du 5 septembre 1793 au cours de laquelle la mise à l'ordre du jour de la Terreur est faite). Il sera celui qui lors du procès de la reine MARIE-ANTOINETTE l'accusera d'inceste. HEBERT et ses amis du Club des Cordeliers finiront guillotins en mars 1794. Les hébertistes, dont BOUIS est un partisan, est donc ce groupe de radicaux qui dans la filiation directe des Révolutionnaires de 1793 sont partisans à l'extérieur de la guerre à outrance jusqu'à la victoire complète et à l'intérieur de mesures sociales radicales comme l'application de la loi du maximum et de la déchristianisation.



PIERRE DUCHESNE  
Poutre

*Si Colere, no desipere. | et de joye, fumez vos pipes,  
Quand on obéit à la Loy; | Duchesne, est excellent comme un Roy.*

Jules VALLES n'entend pas laisser la mainmise sur le journal au groupe blanquiste-hébertiste. S'il tient en estime BLANQUI, VALLES n'apprécie guère la théorie du coup de main et trouve le blanquisme trop autoritaire. Il se sent proche de PROUDHON. Comme l'écrit un biographe de l'écrivain : "*VALLES n'est pas et ne sera jamais théoricien, ni idéologue de la Révolution*". C'est pour cela qu'il veut que *Le Cri du Peuple* soit ouvert à tous les socialistes révolutionnaires sans distinction d'école.

VALLES (38 ans) Jean-Baptiste CLEMENT (34 ans) sont les 2 aînés de l'équipe. Les autres ont moins de 30 ans. Dès sa première parution (21 février) jusqu'à sa suspension (11 mars) le journal est un succès : il tire aux alentours de 50 000 exemplaires exceptionnellement 60 000. De sa reparution (du 21 mars au 23 mai) le quotidien tirera aux environs de 100 000 exemplaires. La participation de chacun des collaborateurs est quantifiable : le rédacteur en chef, VALLES y signe 15 articles, Casimir BOUIS 9.

Le triomphe des monarchistes (400 sièges à l'Assemblée Nationale) ne peut être accepté par le journal. Pour BOUIS dans l'un de ses articles "*Le dénouement*" (28 février), Paris ayant clamé son républicanisme par son vote nettement républicain, la province est tenue pour responsable de la victoire monarchiste et traitée avec mépris. BOUIS oppose ainsi "*l'intelligence, le patriotisme, la vérité*" de ceux qui ont voté pour les candidats républicains à "*l'écrasement du nombre*" symbolisé par le vote provincial. Ainsi le suffrage déjà honni par les blanquistes BOUIS et son ami VERLET, va devenir suspect aux yeux de toute la rédaction. Pour BOUIS : "*La république est au-dessus du suffrage universel. Elle est inaliénable, imprescriptible, indiscutable*".

Les Républicains ne désarmeront pas devant les projets de restauration monarchique. Fin février, dans l'un de ses articles il écrit : "*Nous avons conservé un pan déchiqueté du drapeau, où nous avons écrit avec notre sang République sociale, et nous irons l'arborer sur le dernier trône et le dernier autel*". Phraséologie très proche des hébertistes de 1793. *La République* ne peut donc être que sociale, voire socialiste pour l'ensemble des rédacteurs du *Cri du Peuple*. Pour eux, les "*révolutions avortées*" (l'expression est de BOUIS) jalonnant l'histoire de France depuis 1789 s'explique par le fait que les révolutions se sont fourvoyées dans des errements de Républiques qui n'ont fait que reproduire les institutions monarchiques. Dans un article intitulé "Socialisme", BOUIS constate : "*Eh bien ! Oui, nous avons fait besogne stérile pendant quatre-vingt-deux ans. Eh bien ! Oui, nous avons fait fausse route et manœuvré en plein écueil. Pauvres insensés qui avons brisé les rois sans briser la royauté, détruit les privilèges sans détruire les privilégiés, effacé les symboles en épargnant la réalité ! – Pauvres fous qui avons chassé les hommes et gardé les institutions, tué la bête sans annihiler le venin*".



L'armée régulière ne parvient pas à l'emparer des canons à Montmartre.



Comme l'écrira en mars le journal : *"La République non socialiste est une simple enseigne destinée à couvrir une royauté déguisée en présidence"*. A partir de mars, la situation se dégrade dans Paris toujours assiégé. L'insurrection couve d'autant que les vivres manquent de plus en plus. La guerre civile pointe. Dans un article du 12 mars BOUIS rappelle aux autorités que désormais *"le peuple ne se laissera pas désarmer"* mais qu'il leur laissera *"la responsabilité du premier coup de feu"*. Le lendemain les autorités suspendent plusieurs journaux dont *Le Cri du Peuple* qui ne cessent de *"provoquer directement à l'insurrection et au pillage"*. Le 18 mars c'est *"le coup de foudre de Montmartre"* comme l'écrira dans *L'Insurgé* Jules VALLES.



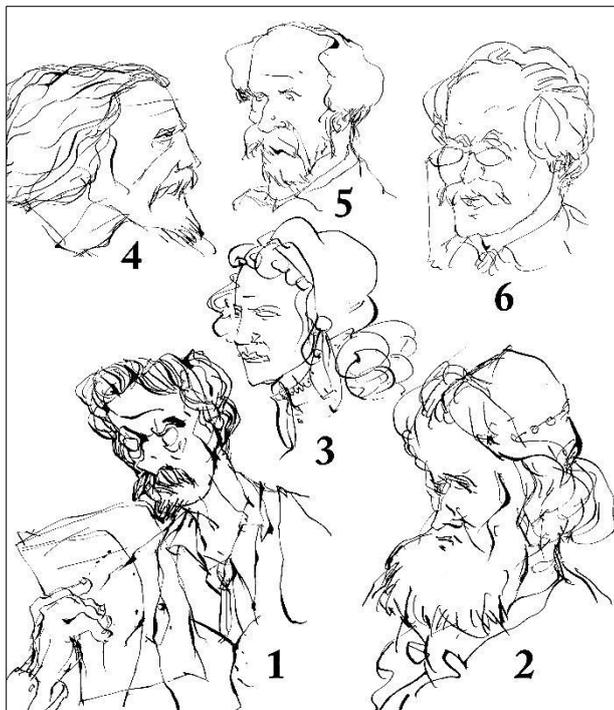
Les généraux LECOMTE et CLEMENT-THOMAS sont fusillés rue des Rosiers. Le gouvernement THIERS quitte la ville et la Commune est proclamée.



*Le Cri du Peuple* qui avait été suspendu quelques jours auparavant reparait le 20 mars. Le lendemain, Casimir BOUIS, célèbre la République hier agonisante et maintenant ressuscitée : *"La revoilà vivante, et plus que jamais vivante...La revoilà debout, en plein soleil...sublime, calme, ra-jeunie... Elle a confondu, dans*



*la même étreinte, peuple et soldats... des hommes et des femmes...tout ce qui vit, tout ce qui aime, tout ce qui a combattu, tout ce qui a souffert, tout ce qui a pleuré sur la patrie vendue, et qui a juré de la racheter quand même, et de la venger... "*



*La rédaction du "Cri du peuple" le 21/03/1871 :*

*1. Jules VALLES ; 2. Pierre DENIS ;*

*3. Blanche M'AUDIN ; 4. Jean-Baptiste CLEMENT ;*

*5. Casimir BOUIS ; 6. Henry BELLANGER.*

*ris somme les "ruraux" d'aller plus loin mourir au fond de leurs étables. La France républicaine exige cette épuration. Paris l'accomplira, si l'assemblée de Versailles ne l'accomplit pas elle-même. Car la Garde nationale, en cas de besoin, [...] saura [...] ramener les vendeurs de patrie sous la charrette du peuple. Il faut décidément que Paris ait sa roche Tarpéienne à côté de son Capitole".*

Les premiers combats du mois d'avril attisent ses propos belliqueux. BOUIS exhorte les Parisiens à se lever en masse et à marcher sur Versailles. Malgré l'échec du 3 avril, BOUIS reste sur ses positions et refuse d'entendre parler de conciliation. Jules VALLES, par contre, n'est pas sur la même ligne. Il laisse à la Commune le soin de choisir entre la négociation pour la reconnaissance parisienne et la sortie sur Versailles qui devra se faire avec femmes et enfants.

Déterminé à conduire les Parisiens jusqu'à la victoire, *Le Cri du Peuple* n'hésite pas à aiguillonner, et à bousculer la Commune. Il l'exhorte à plus d'audace et d'énergie, lui donne des conseils et parfois lui adresse des reproches. L'un des motifs d'insatisfaction est l'intendance (distribution des vivres, des munitions, des vêtements). Pour BOUIS, cette distribution se fait en quantités trop insuffisantes.

Dans les semaines qui suivent, BOUIS prend de nouvelles responsabilités : il devient secrétaire de la rédaction du *Cri du Peuple*. Sa rétribution passe de 125 francs à 200 francs. Surtout, le 14 avril il est nommé président de la commission chargée d'enquêter sur les actes du gouvernement du 4 septembre. .

Simultanément la Délégation des Vingt arrondissements de Paris revient sur le devant, revigorée par le 18 mars. Jules Vallès et BOUIS, et d'autres rédacteurs du *Cri du Peuple* en sont membres depuis sa création en septembre 1870. Le journal devient ainsi la tribune et le porte-parole de la DVAP. Les mots d'ordre et les revendications de la Délégation influencent les choix et les orientations politiques du journal.

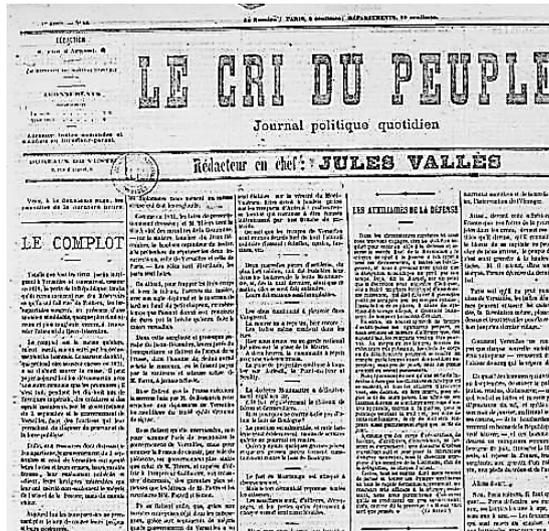
Le 2 avril, les troupes de Versailles attaquent Courbevoie et le pont de Neuilly. Les Parisiens préparent pour le lendemain une sortie sur Versailles qui va se révéler un grave revers pour les Fédérés qui comptent de nombreux morts dans leurs rangs. La rédaction du journal se divise sur la question de la stratégie à suivre : Paris doit-il traiter, rechercher un compromis avec Versailles ou au contraire engager une lutte sans merci ? Cette dernière proposition emporte l'adhésion de BOUIS. Déjà, dès le 30 mars, soupçonnant Versailles de préparer une offensive, il avait menacé l'Assemblée nationale d'une action d'envergure. Les dernières lignes de son article étaient d'une grande violence verbale : "*La Commune de Pa-*



La deuxième semaine de mai est marquée par deux évènements majeurs. Le 8, le chef du pouvoir exécutif dans une proclamation adressée aux Parisiens promet de laisser la vie sauve à "ceux qui déposeront les armes". Le lendemain, le fort d'Issy, stratégique, tombe aux mains des troupes fidèles à Versailles. *Le Cri du Peuple* tente donc de mobiliser toutes les énergies. BOUIS insiste ainsi sur l'épuisement et la démoralisation des troupes versaillaises et agite en même temps le spectre de la répression. Il rappelle aux Parisiens que le général CAVAIGNAC avait lui aussi en juin 1848 promis la clémence aux insurgés qui déposeraient les armes. Les ouvriers se fièrent à sa parole. La répression fut féroce. Et BOUIS de s'écrier si les Versaillais entraient dans Paris :

*"Ô journée de Juin, comme vous seriez mesquines !  
Ô deux Décembre, comme tu serais petit".*

Le 13 mai, les Fédérés évacuent le fort de Vanves. Versailles resserre son étau sur Paris. Tandis que s'engage la lutte suprême, Casimir BOUIS demande que tout se taise devant l'organisation, le travail et le combat : *"Plus de querelles, plus de récriminations, plus de défiances, plus de décrets, plus de politique !... La défense toujours la défense, et rien que la défense".*



Le 16 mai, il lance sa fameuse formule : *"Les forts peuvent être pris l'un après l'autre. Les remparts peuvent tomber. Aucun soldat n'entrera dans Paris. Si M. THIERS est chimiste, il nous comprendra".*

C'est à VALLES que sera attribuée la terrible formule. Il le niera formellement en particulier dans le troisième tome de sa trilogie *L'Insurgé*. Les autorités versaillaises le lui imputeront et l'écrivain sera condamné à mort par le 6<sup>e</sup> Conseil de guerre. Mais VALLES avait pu fuir à l'étranger et ne reviendra que lorsque l'amnistie sera complète.

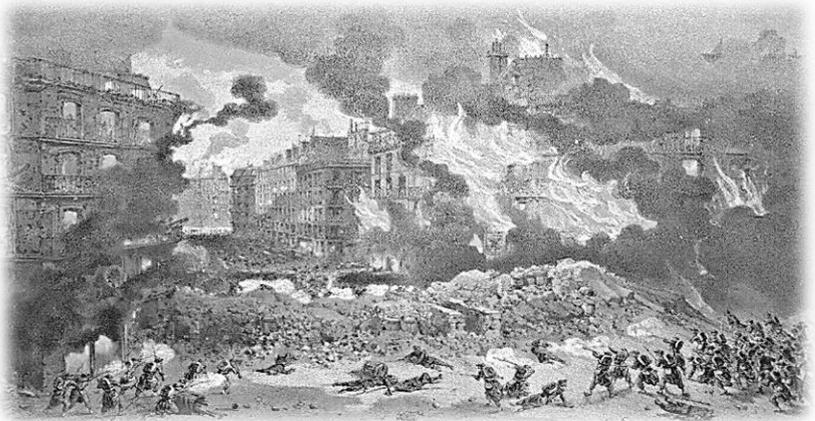
Le 22 mai, alors que les troupes versaillaises ont commencé à investir la capitale, paraît le **dernier numéro du *Cri du Peuple*** avec un ultime article de BOUIS intitulé "L'Assaut" : *"Paris sera Saragosse, Paris sera Moscou, s'il le faut...Mais le drapeau rouge du*

*Peuple flottera jusqu'au bout sur la cité du Peuple"* écrit-il.

**Un déluge de feu s'abat sur la ville.**

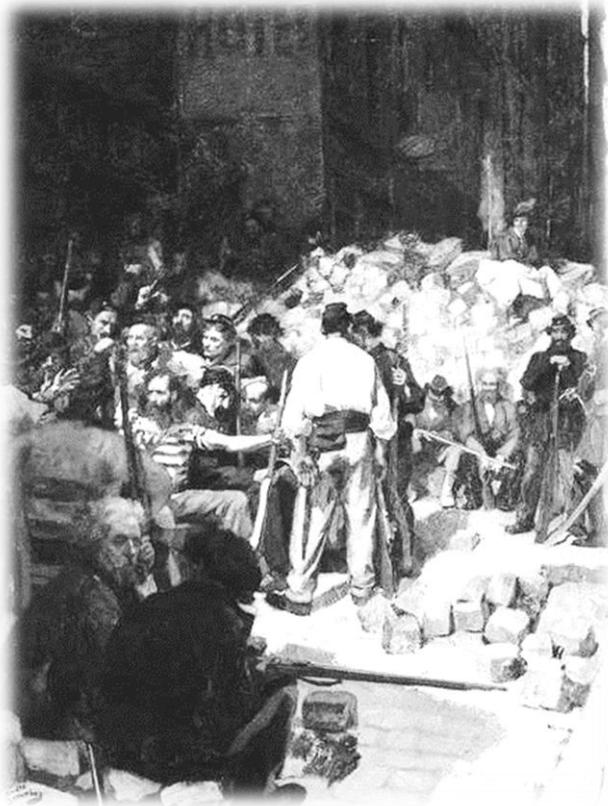
Les Tuileries, l'Hôtel de Ville sont en feu. Plusieurs milliers de Communards sont tués dans les combats ou fusillés.

A la mi-juillet 1871, plusieurs journaux rapportent l'arrestation de Casimir BOUIS L'un de ces journaux écrit : *"Cet individu qui avait échappé à toute les recherches a été arrêté au moment où il faisait des démarches pour se procurer sous un faux nom un passeport pour l'étranger".*



D'autres affirment qu'il était déjà porteur d'un passeport hollandais et qu'il se disposait à se rendre à Gand.

Le 19 décembre il est présenté au 4<sup>e</sup> Conseil de guerre. Un journal détaille : *"On introduit l'accusé qui est un homme de 28 ans, d'une attitude modeste, presque humble [...] L'accusation relève trois articles signés par lui : insulte envers l'Assemblée nationale, insulte envers le chef du pouvoir exécutif, excitation aux meurtres des otages, notamment celui de l'archevêque DARBOY. BOUIS est en outre accusé d'avoir fait partie d'un mouvement insurrectionnel ayant pour but de changer la forme du gouvernement."*



tout) il est embarqué sur le vaisseau *L'Orne* en direction de **La Nouvelle-Calédonie**.

Rappelons ici quelques informations sur ces déportations. Le gouvernement d'Adolphe Thiers fit arrêter un peu plus de 36.000 Communards qui furent déferés aux Conseils de guerre. Ces derniers siègèrent jusqu'en 1875 et condamnèrent 10.137 personnes. Les peines s'échelonnaient de la peine de mort à la prison. Il y eut 251 condamnations aux travaux forcés, 1169 condamnations à la "déportation dans une enceinte fortifiée" (c'était le cas de Casimir BOUIS) et 3417 à la "déportation simple". La peine de déportation avait été prévue en 1810 et "consistait à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par la loi, hors du territoire continental de la République". On distinguait la "déportation dans une enceinte fortifiée" et la "déportation simple" qui n'astreignait le condamné qu'à un simple exil, sa "liberté n'ayant pour limites que les précautions indispensables pour empêcher les évasions et le bon ordre" selon les termes de la loi du 23 mars 1872. Restait à fixer les lieux où les

condamnés purgeraient leur peine. Pour les condamnés aux travaux forcés, ils étaient assimilés aux criminels de droit commun et seraient envoyés en Nouvelle-Calédonie où un bagne fonctionnait depuis 1864 sur l'île Nou près de Nouméa. La commission nommée par Thiers passa en revue, pour les autres condamnés la plupart des possessions françaises d'outre-mer et finit par proposer la Nouvelle-Calédonie, solution la plus facile et la moins onéreuse : la Nouvelle-Calédonie étant déjà une colonie pénitentiaire et se trouvant par suite régulièrement reliée à la



Son système de défense peut être résumé en quelques lignes. Il ne nie pas qu'il soit l'auteur des articles portés à sa charge ; mais il prétend qu'il n'était rien ou presque dans la rédaction du journal et qu'il ne faisait qu'obéir qu'au mot d'ordre qui était donné. Il reconnaît avoir publié des nouvelles fausses, mais il rend responsable la Commune qui dissimulait, dit-il la vérité sur ses opérations".

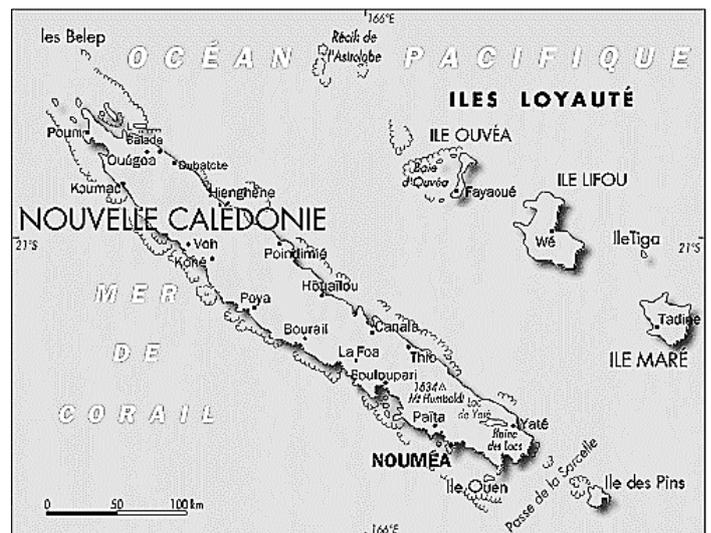
Le Président : "Vous reconnaissez cependant que vous avez été le président du comité chargé d'étudier les papiers émanant de la défense nationale » BOUIS : « J'ai, en effet, été nommé président de ce comité, mais je ne l'avais pas demandé ; je ne suis, d'ailleurs, allé à aucune de ses séances". [...]

La parole est donnée ensuite au défenseur de Casimir BOUIS. Il s'efforce de démontrer au conseil l'inconscience de son client. Dans les différents articles cités, il ne voit que "l'œuvre d'un esprit égaré". BOUIS reprend la parole : "Si je suis coupable, c'est que j'ai été trompé, mais je n'ai pas agi sciemment".

Finalement l'avocat de BOUIS réussit à faire écarter les chefs de complicité d'incendie et d'assassinat. Il plaide "l'acte de folie dont l'auteur ne saurait être puni sévèrement".

Le verdict est cependant sévère : BOUIS est condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée.

A la mi-janvier 1873, avec d'autres Communards (580 en



métropole. Elle était dotée d'un personnel administratif et d'une garnison. Au surplus elle était peu peuplée et de climat sain. La commission proposa de détenir les déportés en enceinte fortifiée sur **la presqu'île Ducos** près de Nouméa et d'isoler les déportés simples à l'île des Pins à 70 miles nautiques environ au sud de la capitale.

Les premiers voyages furent effroyables, en particulier le premier sur la *Danaé*. Le gouvernement n'avait pas eu ni le temps ni les moyens d'aménager des transports spéciaux et les déportés semblent avoir subi le même sort que les forçats. Pour éviter les évasions, les voiliers mixtes avaient été transformés en des sortes de grandes cages flottantes. Henry BAUËR, qui fut de ce premier convoi, écrira dans ses *Mémoires* : "*Quand on a passé sur la Danaé, rien ne peut plus faire mal ensuite*".

Il est cependant juste de préciser que des mesures furent prises par la suite pour rendre les traversées plus supportables et relever que les déportés francs-maçons reconnus comme tels (et BOUIS en faisait partie) bénéficièrent à Nouméa d'un préjugé favorable parmi les membres de la loge "Union Calédonienne" : leur statut de déporté ne leur avait pas fait perdre leur qualité de francs-maçons et la cause qu'ils avaient épousée était loin d'être considérée comme illégitime.

Casimir BOUIS fut gracié en mai 1879. Le 7 septembre il débarqua de *La Picardie* à Port-Vendres. Au départ de Nouméa le bateau transportait 490 passagers dont 277 hommes, 88 femmes et 125 enfants. Il avait perdu en route 3 hommes, une femme et un enfant. 5 enfants étaient nés pendant le voyage dont 1 mort-né. Un journal rapporte sur le débarquement des anciens déportés : "*Casimir BOUIS débarquait ensuite, calme comme un touriste qui vient de terminer une excursion, regrettant le temps perdu, chargé de travaux et de manuscrits*".

Probablement dans ces manuscrits, son recueil de poèmes sur l'exil calédonien *Arès le naufrage* (1880). L'un de ses poèmes a été choisi pour le brevet de français 2010 en Nouvelle-Calédonie. En voici des extraits :

*"Le soir, quand tout s'éteint, hors l'âme du poète,  
Quand ma lampe mourante, a trop brûlé mes yeux,  
Au dernier bruit des eaux que la forêt répète,  
Devant l'immensité qui s'ouvre sur ma tête,  
Je m'assieds à ma porte et regarde les cieux.*

*La grande Croix du Sud se dresse dans l'espace  
Et mon regard y vole ; et, depuis ce moment,  
Planète et lune, au ciel tout gravite et tout passe,  
Sans que mon œil fiévreux se détache et se lasse  
De cette grande Croix qui roule au firmament*

*Ô voyage inouï qui toujours recommence !  
Arcanes affolants des gouffres éthérés !  
Elle est debout, ses bras dans l'azur immense ;  
De longs nuages blancs que la brise balance  
Font, sous elle, un linceul aux plis démesurés [...]*

*Et, tout autour de moi s'endort dans l'île-geôle ;  
Les spectres du sommeil pleurent avec le vent,  
Et la croix du zénith –mystérieux symbole-  
A l'air d'être la croix de cette nécropole,  
Où ce qu'enclot la tombe est un peuple vivant".*



Casimir BOUIS reprend vite ses activités militantes. Début octobre il est présent à Cuers pour accueillir BLANQUI invité par le président du Cercle des Travailleurs. Le maire de Cuers et son conseil municipal sont venus à la gare pour souhaiter la bienvenue à l'illustre invité. Il a été accueilli par un grand nombre de citoyens aux cris de "*Vive BLANQUI ! Vive l'amnistie ! Vive la République*" rapporte un journal.

En décembre il est à Marseille pour une conférence sur "L'amnistie plénière" mais aussi à Toulon. Dans la salle des Folies Toulonnaises, il donne une conférence toujours sur l'amnistie pour tous les Communards encore détenus en Nouvelle-Calédonie. Un autre journal rapporte : "*Plus de 2000 personnes avaient de bonne heure envahi la salle. Dès son début, le conférencier dans un langage aussi simple qu'émouvant a su s'attirer les applaudissements chaleureux de cette vaillante population toulonnaise que l'on ne trouve jamais insensible chaque fois que l'on s'adresse à ses sentiments d'humanité et à ses convictions républicaines*".

Le 18 mars, il est présent lors d'une réunion avenue de Saint-Mandé en soutien à la Commune de Paris. BOUIS y évoque les déportés encore à l'île Nou "*les meilleurs, les plus honnêtes, les seuls défenseurs désintéressés de la vraie République*". Il multiplie ainsi les conférences en faveur des amnistiés.

Début octobre il donne sur une conférence sur "*Les Tartuffes de la République*" que sont pour lui GAMBETTA, FERRY, GREVY, Jules SIMON. Un journal a ces propos peu favorables :

*"Il y avait là – en se plaçant du point de vue du radicalisme – de quoi enflammer la passion d'un auditoire. Mais le citoyen Casimir BOUIS est loin d'être un orateur. Son débit est froid, uni, monotone, sans élans, ni emportements d'aucune sorte. C'est un robinet d'eau tiède coulant uniformément et produisant le même murmure assoupissant".*



Quelques semaines plus tard, il est à la gare Saint-Lazare pour l'arrivée de Louise MICHEL de retour de la Nouvelle-Calédonie, 5 à 600 personnes s'agglutinent aux environs de la gare. Sur le quai de débarquement, 300 personnes sont présentes dont Louis BLANC, Georges CLEMENCEAU, Henri ROCHEFORT. Une bousculade se produit et la police charge ceux qui tentent d'entrer dans la gare. Casimir BOUIS est arrêté avec deux compagnons. Il est rapidement mis hors de cause et libéré mais ses deux camarades sont condamnés à un mois et 15 jours de prison.

Il écrit aussi dans divers journaux dont *Le Citoyen*. Après l'assassinat de l'empereur de Russie, ALEXANDRE II, en mars 1881 plusieurs journaux sont assignés en correctionnelle pour apologie de crimes. Jules Vallès, Casimir BOUIS parmi d'autres signent la protestation suivante :

*"Tous, nous avons salué dans l'acte justicier du 13 mars la virile et légitime révolte des knoutés contre le knouteur, des torturés, contre le tortureur, du peuple russe contre le czar russe. Nous, fils de la Révolution française ; nous, qui n'avons pas seulement sur les lèvres mais qui les avons profondément gravés ; nous, qui voulons comme elle que la France devienne des modèles de nations, l'effroi des op-*

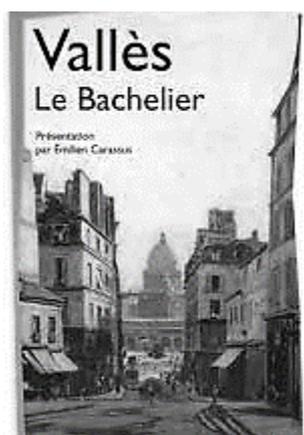
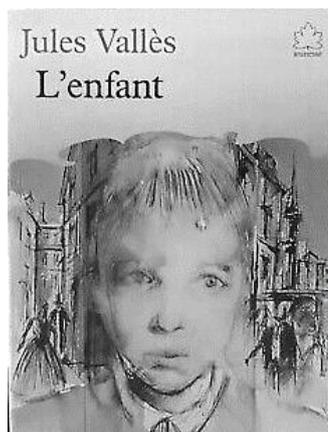
*presseurs, l'appui des opprimés, nous avons applaudi et nous applaudissons à cette lutte héroïque de citoyens qui, las d'être esclaves, brisent leurs chaînes et affirment leur droit d'être libres".*

Finalement les journalistes seront acquittés.

Il est aussi très actif dans les loges de la Libre Pensée mais aussi en soutien en grève. En février 1882, il intervient avec Jules Guesde pour les ouvriers de Roanne mis au chômage par la fermeture de 11 tissages mécaniques. A la mi-mars il donne une conférence organisée par les ouvriers socialistes de Reims. Il parle de "La Révolution du 18 mars 1871". En avril il participe à un meeting public au profit des populations ouvrières de Roanne. En juin il donne une conférence au Cercle Collectiviste révolutionnaire du 14<sup>e</sup> arrondissement au profit des ouvriers-menuisiers en grève.

L'année précédente, début août, il avait accepté d'être candidat du Parti Ouvrier dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Toulon qui englobe La Seyne-sur-Mer. L'élection a lieu le 21 août. Il y obtient 1590 voix avec de bons scores à Cuers (341 voix), à Hyères (296), à Collobrières (184) à Ollioules (343). Ses scores les plus faibles sont dans le canton de Solliès-Pont où il n'obtient que 39 voix.

En février 1885, il est présent comme des milliers d'autres Parisiens aux obsèques de Jules VALLES mort le 14 février. L'année précédente dans le journal *Le Citoyen* à propos de VALLES écrivain et de sa fameuse trilogie, il avait écrit :



*"Que de choses amères et âpres dans ces pages qui vous cramponnent ! Il y a des phrases qui vous prennent à la gorge où l'on sent rouler je ne sais quoi qui y monte du cœur qui crève. Un petit être sacrifié qui fera un rude homme, cet enfant ! A quinze ans, il a déjà dans les entrailles, dans la moelle des os, une maladie terrible que lui a donné l'existence qu'on lui a faite. Il a le dégoût, l'horreur du plat, de la tradition stupide et triomphante, la haine de l'injustice et de l'exploitation sociales, et l'amour des faibles, des opprimés, des déshérités, des traine-savates, des porte-misères et des sans-le-sou".*

Puis à partir de 1885, c'est le grand silence.

Que devient Casimir BOUIS ? Il semble disparaître comme s'il a tout soudainement renoncé à l'action militante. Il meurt en octobre 1916 à Marseille, en pleine Première guerre mondiale.

## MARCEL BARBERO HUMANISTE ET BOTANISTE.

Par Gabriel JAUFFRET.

(Avec la participation de Jean-Claude AUTRAN et Bernard ARGIOLAS).

Professeur émérite des universités (Faculté des Sciences Saint Jérôme de Marseille) Marcel BARBERO s'est éteint le 3 mai 2020 au plus fort de la pandémie, à La Seyne. L'hommage qui lui fut rendu dans sa ville natale fut singulièrement timide. Pourtant sa connaissance des écosystèmes de la Méditerranée lui avait valu une audience nationale et internationale et fait de lui un des leaders de l'écologie scientifique. Fils de boulanger d'origine italienne, il fut un bel exemple de la méritocratie républicaine. Ouvert sur les questions sociales, ses engagements politiques se sont inscrits dans le grand souffle humaniste qui le portait. Il n'est pas dans notre propos de les évoquer ici. Mais avant de rappeler les grands moments de sa carrière scientifique, comment ne pas saluer en lui un homme chaleureux, un homme de conviction porté au dialogue, à la recherche du consensus. Un homme attachant, haut en couleur, qui se refusa toujours à ex-



cepter de son rang, à la générosité débordante au point d'en oublier la médiocrité de ses détracteurs.

Après ses études secondaires Marcel BARBERO rejoignait la **faculté des sciences de Marseille** où il eut pour professeur le professeur **Nardo VICENTE** qui deviendra plus tard son collègue et qui reconnaissait en lui un étudiant exceptionnel doté d'une mémoire fabuleuse et d'une faculté de syn-



thèse étonnante.

Sa rencontre avec le professeur Pierre QUEZEL qui fut son Maître et dont il devint le collaborateur, fut déterminante. **Pierre QUEZEL** docteur en médecine et docteur ès sciences considéré encore aujourd'hui comme un des plus grands connaisseurs de la flore et de la végétation méditerranéennes auprès duquel il trouva compréhension et encouragements. Au début des années 1970 il proposait plusieurs sujets de thèses aux jeunes chercheurs, et en 1972 Marcel BARBERO choisissait comme sujet de thèse les montagnes des Alpes Maritimes et de **Ligurie** sans doute par attachement à ses racines familiales. Il explora toute la diversité de cette région, de la connaissance des espèces aux habitats, aux écosystèmes, jusqu'à leur disparition et aux mesures à prendre pour assurer leur préservation. Dans la foulée du professeur QUEZEL, Marcel BARBERO va se vouer désormais aux écosystèmes méditerranéens et plus particulièrement aux massifs fo-



restiers et élargira son champ d'investigation au Maroc, à la Tunisie à Chypre, à la Grèce, au Liban, à la **Sicile**. De cette collaboration, de ces expéditions financées par le CNRS, vont naître une série de publications qui font toujours autorité. L'équilibre homme nature fut une des passions de Marcel BARBERO qui relança la modernisation scientifique de l'écologie continentale, assigna de nouvelles dimensions à la biogéographie, charnière entre le temps passé et les



temps d'aujourd'hui. Il forma des générations d'étudiants français ou étrangers. A l'annonce de sa disparition nombre d'entre eux rappelleront ce qu'ils devaient à leur ancien professeur se souvenant de ses connaissances encyclopédiques, de sa passion communicative pour les écosystèmes méditerranéens, de sa capacité de travail. Lui qui fut à l'origine de quarante **thèses** soutenues par ses étudiants,



ses expertises lui valurent un statut national et international et il siégea dans d'innombrables organismes et conseils scientifiques.

Nous ne pouvons les rappeler tous dans le cadre de cette communication mais comment oublier qu'il fut membre de la commission science du monde végétal de l'Orstom, qu'il fut durant plus de 20 ans président du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine, qu'il fut chargé d'expertises par le Ministère de l'environnement, de la mise en place du programme Natura, sollicité par l'Unesco, président des conseils scientifique des parcs naturels régionaux des Alpilles et du Ventoux, et de tant d'organismes encore. Auteur de centaines de publications, Marcel BARBERO fit partie de la délégation française au **Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992**, rencontre mondiale instaurée par l'ONU, pour stimuler le développement durable au niveau mondial. Il laissera le souvenir d'un scientifique de haut



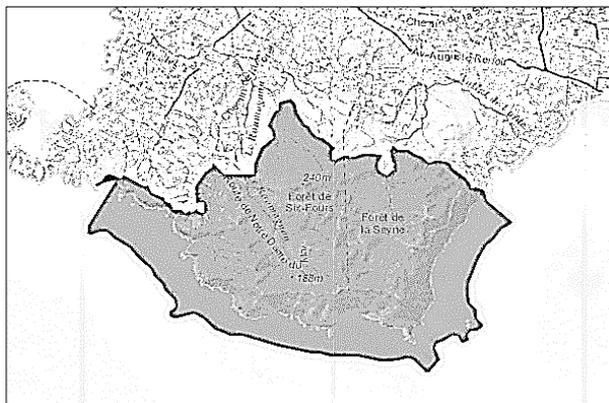
niveau qui contribua à faire avancer la connaissance écologique et biogéographique des forêts du pourtour de la Méditerranée, d'un spécialiste de l'écologie appliquée à l'aménagement du territoire. Et si Marcel BARBERO conserva tout au long de sa vie une secrète tendresse pour les montagnes des Alpes Maritimes et de Ligurie, il n'en fut pas moins très attaché au Var. Ses premiers travaux portèrent sur la flore du **Cap Sicié** et il fut un ardent défenseur de la plaine des Maures menacée par un projet industriel.

Dès 1991, l'idée de création d'une réserve était formulée dans le cadre de la plaine des Maures dans le cadre permanent de la convention de Berne dans le but de protéger **la tortue d'Hermann**.



En 2001 un comité pilotage était mis en place sous la direction du Conseil scientifique Régional du patrimoine mais il faudra attendre 2009 pour que la réserve de **la plaine des Maures** devienne réalité. Durant toute cette période Marcel BARBERO ne cessera de plaider la cause de ce territoire qui renferme une biodiversité remarquable, des paysages exceptionnels, des ruisselets et des mares temporaires dont la richesse biologique spécifique est

internationalement connue. Son plaidoyer reste d'une brûlante actualité alors que le statut de la réserve nationale de la plaine des Maures risque d'être modifié sous la pression d'agriculteurs, de propriétaires forestiers et d'élus qui souhaiteraient l'ouvrir sur des perspectives économiques. Expert désigné par le Conseil scientifique régional du patrimoine naturel, Marcel BARBERO mit en évidence la richesse environnementale et la biodiversité du site du cap Sicié qui devait conduire à son classement au titre protégé de **Natura 2000**. Quand il fut évident qu'il convenait d'étendre le périmètre maritime du site il fut un des conseillers majeurs du docteur Arthur Paecht et la commune de la Seyne fut la première commune du bassin méditerranéen français à adopter le principe de cette extensions soutenue par les instances ministérielles.



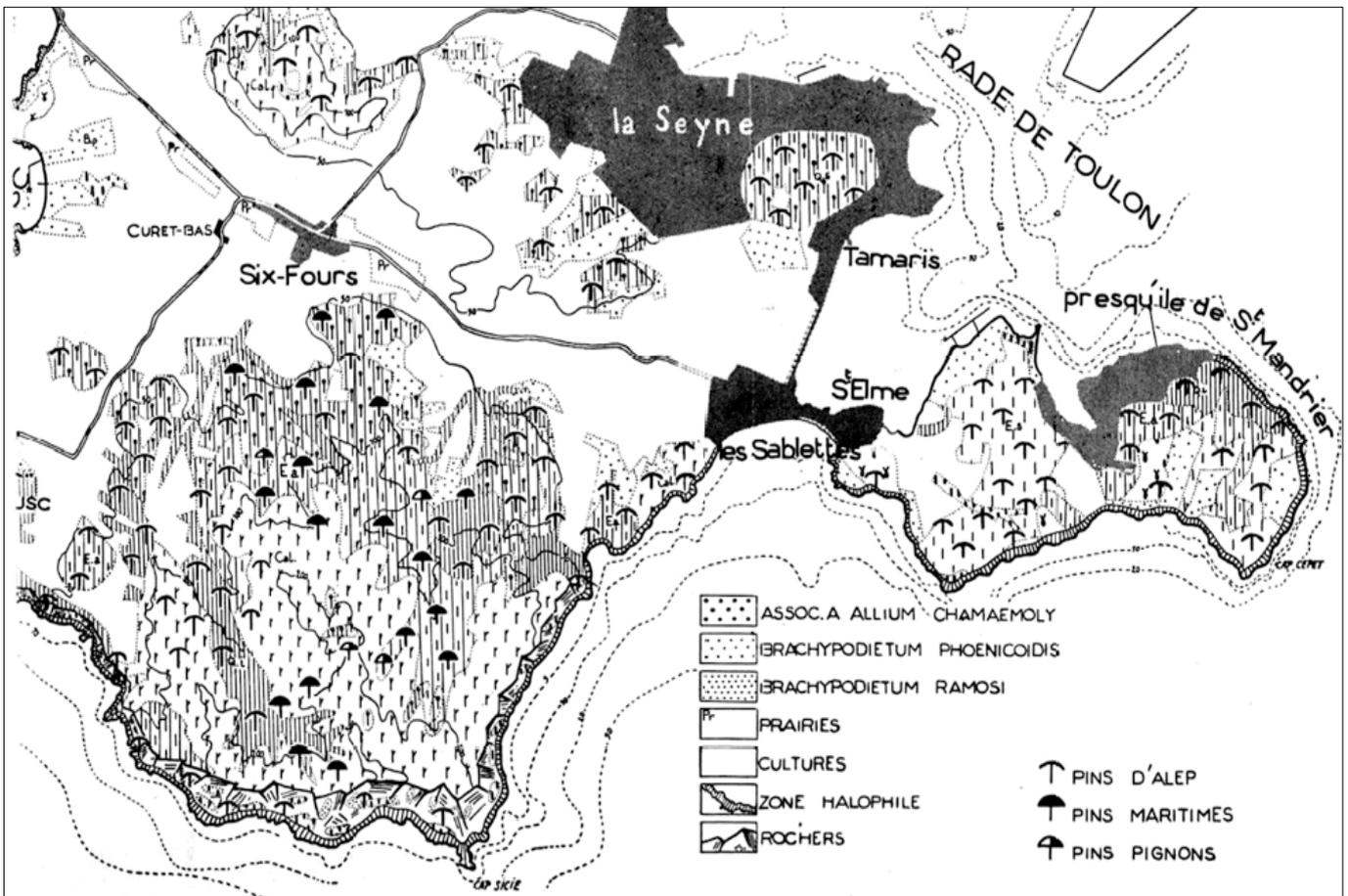


Cette manifestation que nous avons initiée fut réalisée en partenariat avec le service de santé de la Marine qui cette année célébrait son tricentenaire.

Dans le superbe catalogue publié à cette occasion Marcel BARBERO revenant à ses premières recherches, à l'affection qu'il portait sur le massif du Cap Sicié, avait publié le jardin Médicinal de Sicié Janas.

A l'heure où le réchauffement climatique semble se préciser, ses études connaissent un intérêt particulier et bon nombre d'aménageurs feraient bien de se souvenir de ses études sur la biogéographie, charnière entre le passé et le futur qu'il initia.

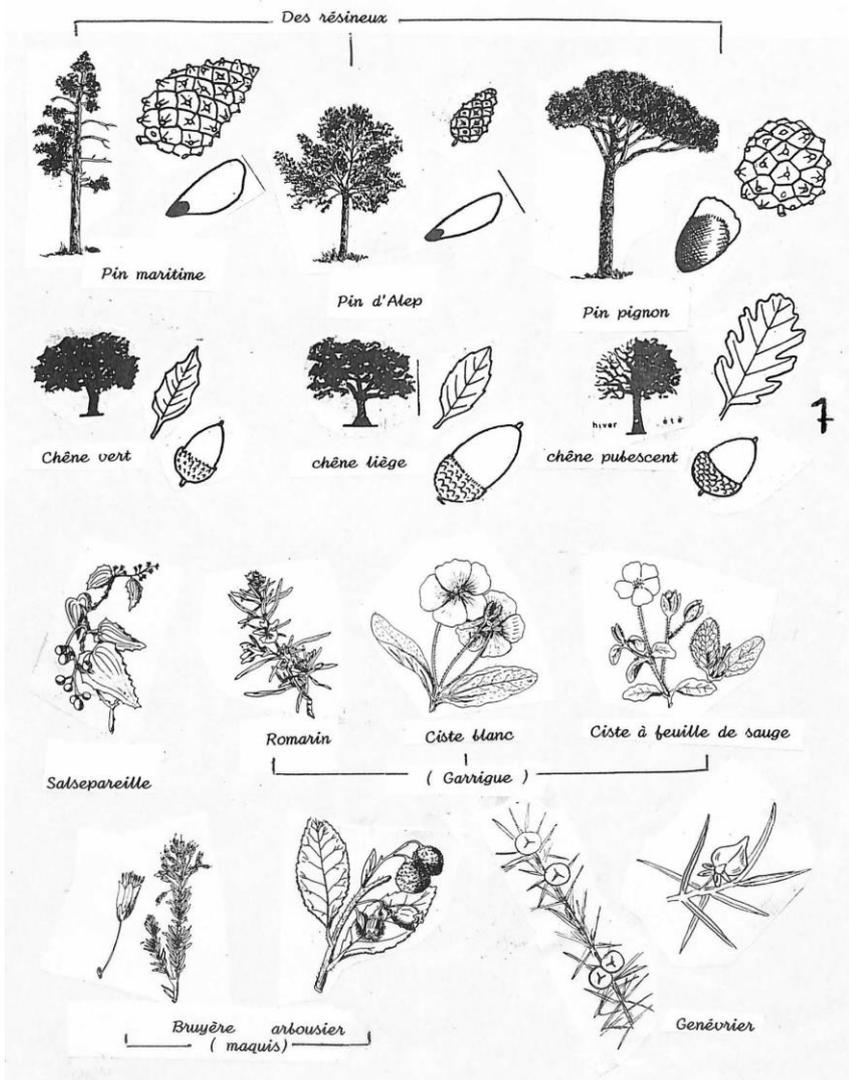
Il apporta une contribution très appréciée aux **Amis de la Seyne ancienne et moderne.**



*La végétation de Sicié et de Saint-Mandrier. Les principaux usages. 2008. Pour l'ASAM.*

**Valeur patrimoniale des milieux naturels seynois.  
2005, pour l'ASAM.**

*Quelques essences de chez-nous :*



Ennemi des distinctions, il fut très heureux pourtant quand il fut élevé au rang de chevalier de la légion d'honneur, et sa décoration lui fut remise à sa demande par son ami **le docteur Arthur PAECHT**.



Tout aurait dû séparer les deux hommes, leurs parcours, leurs origines, mais tous deux partageaient la même foi dans la science au service des hommes, la même conception cyclique du temps, porteuse des grands projets, même s'ils furent rivés au présent.

**M**arcel Barbero, longtemps responsable du Parti socialiste à La Seyne, s'est éteint ce dimanche, l'année de ses 80 ans. « Marcel Barbero, c'était un humaniste au grand cœur, à l'affectivité si débordante qu'elle ne lui aura pas permis d'exercer des responsabilités politiques locales à la hauteur de son intelligence et des capacités de travail qui auraient pu être des plus profitables à la commune, lui rend hommage le maire Marc Vuillemot. L'expert scientifique et écologiste qu'il fut, internationalement reconnu, aura en revanche compté, bien au-delà de La Seyne, pour des avancées légales et stratégiques significatives contribuant à amortir le choc de choix insensés que l'Homme impose imprudemment, pour d'inacceptables vis intérêts économiques, à sa propre Humanité ».



**Marcel Barbero s'est fait un nom dans le Var et bien au-delà pour son expertise scientifique et écologiste.**  
(Photo doc. L. Boutria)

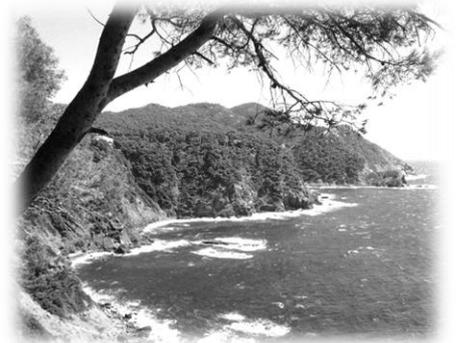
**Directeur d'une trentaine de thèses**  
Écologiste avant l'heure, Marcel Barbero fut directeur du laboratoire de botanique et d'écologie méditerranéenne de la faculté marseillaise des sciences et techniques de Saint-Jérôme, directeur d'une trentaine de thèses, expert en écologie reconnu par l'État, investi dans nombre d'instances et conseils scientifiques environnementaux.

« Il aura, sa vie durant, œuvré au concret pour que les meilleures solutions de développement durable et soutenable soient retenues dans les choix de la puissance publique, en France et dans le monde. Notre territoire en a profité. Son long combat pour ce qui allait devenir notre station métropolitaine d'épuration

des eaux usées - Amphitria - demeure dans toutes les mémoires, tout autant que sa pugnacité à contraindre les tentatives que La Seyne a pu connaître il y a quelques décennies, de passer outre, dans certains de ses quartiers littoraux et naturels, les règles d'urbanisme et de protection de l'environnement... », souligne Marc Vuillemot.

**Rallié à A. Paecht en 2008**

À La Seyne, l'homme s'est engagé pendant plus de trente ans dans les rangs du Parti socialiste. En 1983, il occupa la deuxième place sur la liste du communiste Maurice Blanc qui remporta l'élection mais refusa la fonction d'adjoint au maire pour un mandat de moins d'un an, l'élection ayant été annulée. Il refusa de nouveau de prendre part aux listes unitaires de 1984 et 1985. Élu dans l'opposition de 1989 à 1995, il démissionna du Parti socialiste. Il fut six fois candidat à des élections cantonales et régionales. En 2008, il choisit d'accompagner son ami Arthur Paecht dans l'aventure électorale municipale. « Son existence fut une vie au service de la cause publique », salue le maire. Marcel Barbero, élevé au grade de chevalier de la Légion d'Honneur, laissera un grand vide.



La ville de la Seyne s'honorait en donnant le nom de Marcel BARBERO, phytoécologue, biogéographe et protecteur de l'environnement, à une de ses rues ou à un des sites majeurs du massif du Cap Sicié où naquit sa vocation de botaniste.

## LES INTERVENANTS.



### **Evelyne MAUSHART**

- ✓ Passionnée par Toulon, Evelyne Maushart a entrepris des études d'histoire à Aix-en-Provence pour mettre en exergue la partie culturelle de cette ville portuaire. Il en est sorti une thèse : "La vie culturelle à Toulon, naissance d'une politique démocratique et sociale".
- ✓ Docteur en Histoire, elle a publié de nombreux ouvrages en particulier sur Toulon.
- ✓ Evelyne MAUSHART a participé et participe encore à de nombreuses communications et colloques.

### **Jacques GIRAULT**

- ✓ Né à La Seyne, Jacques Girault est un historien du mouvement ouvrier et social.
- ✓ Agrégé d'histoire, il fut maître de conférences à l'université Paris 1, puis professeur des universités à Paris 13. Depuis sa retraite en 2007, il en est Professeur émérite.
- ✓ Parallèlement, il a été un militant syndical et politique très actif, et il a collaboré à de multiples revues et ouvrages historiques, en particulier le Maitron, importante collection de dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier et du mouvement social.



### **Bernard SASSO**

- ✓ Docteur en Histoire des Relations Internationales à l'université de Paris 1 et Docteur en histoire de l'université du Pays de Galles.
- ✓ Il donne régulièrement des conférences en France et à l'étranger.
- ✓ Président de l'association France-Grande-Bretagne Toulon-Var, il est également membre titulaire de l'Académie du Var, et vice-président de notre société des Amis de La Seyne Ancienne et Moderne.

### **Gabriel JAUFFRET**

- ✓ Journaliste, il a collaboré au "Méridional-La France" et à "Var Matin".
- ✓ Accrédité "Défense", il est spécialiste de la marine et il est passionné par les problèmes stratégiques.
- ✓ Il fut le premier adjoint du Docteur PAECHT à La Seyne.
- ✓ Auteur de nombreuses conférences sur l'histoire locale et les grands faits de société, il est membre titulaire de l'Académie du Var.



### **Jean-Claude AUTRAN**

- ✓ Ingénieur des industries agricoles et alimentaires, Doctorat d'état ès-Sciences naturelles, sa carrière professionnelle l'a mené aux Etats-Unis, dans divers laboratoires de recherches de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique).
- ✓ Revenu à La Seyne, il s'est donné pour mission de numériser les innombrables documents laissés par son père Marius avec le plaisir de continuer son œuvre.
- ✓ Il est vice-président de notre société, et membre associé de l'Académie du Var.

### **Bernard ARGIOLAS**

- ✓ Président des "Amis de La Seyne Ancienne et moderne".
- ✓ Professeur certifié d'Histoire-Géographie.
- ✓ Commissaire-Enquêteur.
- ✓ Membre associé de l'Académie du Var.



